UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Gouvernance et fuite de capitaux en Afrique : une investigation économétrique à partir des données de panel (1996-2015)

Niyonkuru, Abraham

2020-10
UB, FSEA
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/92

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

Gouvernance et fuite de capitaux en Afrique

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

Département d'Economie Politique

GOUVERNANCE ET FUITE DE CAPITAUX EN AFRIQUE : UNE INVESTIGATION ECONOMETRIQUE A PARTIR DES DONNEES DE PANEL (1996-2015)

Par :

NIYONKURU Abraham

MEMOIRE

Présenté en vue d'obtenir

un Diplôme de Master

Spécialité : Analyse économique et développement international

Option: Analyse Economique

Composition du Jury :

Président : Pr. Arcade NDORICIMPA

Directeur : Pr. Léonidas NDAYIZEYE

Lecteur principal : Dr. Salomon NSABIMANA

Bujumbura, Octobre 2020

DEDICACE

A nos parents,

A nos frères et sœurs,

A nos oncles et tantes,

A nos cousins et cousines,

A nos amis et connaissances,

A tous ceux qui nous sont chers.

NIYONKURU Abraham

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, nous tenons à exprimer nos sentiments de profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin pour la réalisation de ce travail.

Nous profitons cette occasion pour remercier plus particulièrement notre Directeur de mémoire, Pr Léonidas NDAYIZEYE pour ses précieuses orientations, ses conseils, sa rigueur et son sens pratique de recherche. Il nous a fait partager de ses compétences et de son expérience tout au long de l'évolution de ce travail. C'est pourquoi nous lui témoignons l'expression de nos profonds et vifs remerciements.

Nous vifs remerciements vont également à l'endroit des autres membres du jury pour avoir consacré leur temps à lire ce travail et procéder à son évaluation

L'expression de notre gratitude est ensuite formulée à l'endroit du corps enseignant, de l'école primaire au supérieur, spécialement ceux de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université du Burundi, en particulier ceux du Département de l'Economie Politique pour la formation dont ils nous ont faits bénéficier.

Au Pr Arcade NDORICIMPA, nous exprimons nos sincères remerciements pour sa disponibilité instantanée à répondre à nos sollicitations.

Nous nous savons redevable aux membres de notre famille. Nos chers parents, frères et sœurs, amis et connaissances, nous vous remercions tous individuellement pour votre amour et votre réconfort au moment de doute. Nous tirons la révérence à tous ceux qui, de près ou de loin, nous ont apporté leur soutien et encouragements.

A tous nous disons merci.

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADEBD	:	Avoirs détenus à l'Etranger par les Banques Domestiques
AFRS	:	Afrique du Sud
ALG	:	Algérie
ANG	:	Angola
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BG	:	Bonne Gouvernance
BM	:	Banque Mondiale
BOTW	:	Botswana
BUR	:	Burundi
BURF	:	Burkina Faso
CAM	:	Cameroun
CC	:	Compte Courant
CC	:	Contrôle de la Corruption
CIV	:	Cote d'ivoire
CNRS	:	Centre Nationale de Recherche Scientifique
CPIA	:	Country Policy, and Institutional Assessment
DET	:	Dette Extérieure
EAC	:	East African Community
ED	:	Etat de Droit
EE	:	Emprunt Etranger
EGY	:	Egypte
EON	:	Erreurs et Omissions Nettes
ETH	:	Ethiopie
FC	:	Fuite des Capitaux
FMI	:	Fonds Monétaire International
GAB	:	Gabon
GAN	:	Ghana
GFI	:	Global Financial Integrity
GINT	:	Gain d' Intérêts
GMM	:	Generalized Method Moments
ICRG	:	International country Risk Guide
IDE	:	Investissement Direct Etranger
INDE	:	Investissement Net Direct Etranger

INFL	:	Inflation
KEN	:	Kenya
KKZ	:	Kray Kaufman Zoido
MAD	:	Madagascar
MAR	:	Maroc
MCO	:	Moindres Carrées Ordinaires
NIG	:	Nigeria
OCDE	:	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODD	:	Objectifs de Développement Durable
OUG	:	Ouganda
PAS	:	Programme d'Ajustement Structurel
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNUD	:	Programme des Nations Unis pour le Développement
QR	:	Qualité de Réglementation
RCO	:	République du Congo
RDC	:	République Démocratique du Congo
RWA	:	Rwanda
SECH	:	Seychelles
SIEL	:	Sierra Leone
SOUD	:	Soudan
SPAV	:	Stabilité Politique et Absence de Violence
TANZ	:	Tanzanie
TC	:	Taux de Croissance
TOUV	:	Taux d'Ouverture
TUN	:	Tunisie
USD	:	United State Dollar
VR	:	Voix et Responsabilité
WDI	:	World Development Indicators
ZAM	:	Zambie
ZIMB	:	Zimbabwe

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableaux

Tableau 1 : Définitions de la gouvernance selon différentes organisations 8

Tableau 2 : Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique 26

Tableau 3 : Sources des données et signes attendus 48

Tableau 4 : Statistiques descriptives des variables 49

Tableau 5 : Etude de corrélations entre les variables 50

Tableau 6 : Résultats des modèles statiques 52

Tableau 7 : Régressions des variables du modèle 53

Graphiques

Graphique 1 : Evolution des indicateurs de la gouvernance des pays du Maghreb (1996-2015) 27

Graphique 2 : Evolution des indicateurs de de la bonne gouvernance dans le groupement des pays de l'Afrique centrale (1996-2015) 28

Graphique 3 : Evolution des indicateurs de la bonne gouvernance dans le groupement des pays de l'Afrique de l'Ouest (1996-2015) 29

Graphique 4 : Evolution des indicateurs de la bonne gouvernance dans le groupement des pays de l'Afrique de l'Est 30

Graphique 5 : Evolution des indicateurs de la bonne gouvernance dans le groupement des pays de l'Afrique australe 31

Graphique 6 : Evolution de la fuite des capitaux en Afrique (en millions de USD) 32

Graphique 7 : Evolution moyenne de la fuite des capitaux par pays (en millions de dollar) 34

Graphique 8 : Ratio de la fuite des capitaux (en pourcentage du PIB de 1996-2015) 35

RESUME

L'objectif de ce mémoire est d'analyser l'effet de la gouvernance sur la fuite des capitaux des pays africains. Des données de fuites de capitaux ont été collectées et harmonisées à partir de la base de données de Boyce et Ndikumana (2015) couvrant un échantillon de 30 pays sur une période de 20 ans. Le choix de cette période est justifié par le fait que les données sur les indicateurs de gouvernance sont disponibles depuis 1996.

Ensuite des modèles dynamiques sont identifiés pour analyser l'effet de la gouvernance sur la fuite des capitaux. Pour traiter le problème d'endogénéité, nous utilisons la méthode d'estimation des moments généralisés (GMM). Les résultats suggèrent un effet causal des variables de la gouvernance sur la fuite des capitaux. Des effets forts de l'instabilité politique et la non maitrise de la corruption sur la fuite des capitaux sont pris en considération

Mots clés : fuite des capitaux, gouvernance, méthode des moments généralisés.

ABSTRACT

The objective of this dissertation is to analyze the effect of governance on the capital flight in African countries.Data of capital flight are colleectect from databse of Boyce et Ndikumana(2015) for a sample of 30 countries. The choice of this period is linked to availability of data for indicators of governance having been created since 1996.

The dynamic models are identified for the analysis of the effect of governance on the capital flight. To deal with endogeneity problem we use the Generalized Moments Method (GMM) to estimate. The results suggest that the governance variables affect the capital flight. Strongly effects of political instability and the control of corruption on capital flight are taken in account

Keywords: Capital flight, Governance, Generalized Moments Method.

TABLE DES MATIERES

DEDICACE ..... **i**

REMERCIEMENTS ..... **ii**

SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **iii**

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES ..... **v**

RESUME ..... **vi**

ABSTRACT ..... **vii**

TABLE DES MATIERES ..... **viii**

0. INTRODUCTION GENERALE **1**

0.1. Contexte de l'étude 1

0.2. Intérêt du sujet 1

0.3. Problématique 2

0.4 . Questions de la recherche 3

0.5. Objectif de la recherche 3

0.6. Hypothèses du travail 4

0.7. Méthodologie de la recherche 4

0.8. Organisation du travail 4

CHAPITRE I : GOUVERNANCE ET FUITE DES CAPITAUX : REVUE DE LA LITTE RATURE **5**

Section 1 : Cadre théorique et conceptuel de la gouvernance 5

1.1. Historique du concept et ses définitions. 5

1.1.1. Genèse 5

1.1.2. Définitions 7

1.1.3. Typologie des indicateurs mondiaux de la gouvernance 9

1.2. Les indicateurs de la gouvernance selon les experts de la banque mondiale.....10
Section 2. Approche conceptuelle de la fuite des capitaux.....12
2.1. Définitions de la fuite des capitaux.....12
2.2 . Méthodes d'évaluation de la fuite des capitaux.....14
2.2.1. Méthode résiduelle.....14
2.2.2. La Méthode de Dooley.....16
2.2.3. La Méthode "Argent Chaud''.....17
2.2.4. La Méthode des Falsifications commerciales des Transactions.....18
2.2.5. La Méthode des Avoirs.....18
2.2.6. La Méthode de la Banque de France.....19
Section 3 : Relation entre gouvernance et fuite des capitaux.....19
3.1. Fondements théoriques.....19
3.2. Développements empiriques sur les déterminants de la fuite des capitaux.....20
3.2.1. Déterminants macroéconomiques et la fuite des capitaux.....20
3.2.2. Déterminants des effets de la gouvernance sur la fuite des capitaux.....23
Conclusion du chapitre.....25
CHAPITRE II: GOUVERNANCE ET FUITE DES CAPITAUX : ANALYSE DESCRIPTIVE.....26
Section 1 : Evolution de la qualité de lagouvernance en Afrique.....26
1.1. Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique du Maghreb.....27
1.2. Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique centrale.....28
1.3. Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique du de l'Ouest.....29
1.4. Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique du de l'Est.....30
1.5. Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique australe.....31

Section 2 : Evolution de la fuite des capitaux en Afrique.....32

Conclusion du chapitre.....36

CHAPITRE III : GOUVERNANCE ET FUITE DES CAPITAUX : ANALYSE ECONOMETRIQUE.....37

Introduction.....37

Section 1 : Approche méthodologique et définition des variables.....37

1.1. Méthodologie.....37

1.2 .Choix de l'échantillon et description des variables du modèle.....43

Section 2 : Analyse économétrique des résultats.....49

2.1. Statistiques descriptives des variables.....49

2.2. Etude des corrélations entre les variables du modèle.....50

2.3. Présentation et interprétations des résultats de régressions.....51

2.3.1. Modèles statiques.....51

2.3.2. Modèles dynamiques.....53

Conclusion du chapitre.....57

CONCLUSION GENERALE ET SUGGESTIONS.....58

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....60

ANNEXES.....64

0. INTRODUCTION GENERALE

0.1. Contexte de l'étude

Depuis la crise d'endettement intervenue au début des années 1980, les économistes avaient sérieusement débattu le phénomène de la fuite des capitaux. D'après Deppler et Williamson Kindleberger (1987) leurs préoccupations étaient axées sur une définition à donner au concept de la fuite des capitaux et sa méthode de mesure. Dans ces débats, les uns soutiennent l'idée que les sorties normales de capitaux ne doivent pas être considérées comme des fuites de capitaux. Celles-ci d'après eux, sont basées sur des considérations de diversification de portefeuille des résidents d'un pays ou sur les activités des banques commerciales nationales visant à étendre leurs avoirs à l'étranger.

D'autre côté, la banque mondiale (1985), Morgan Guaranty, Trust Company (1988) rejettent une telle conception de la fuite des capitaux et mettent en place l'idée que la fuite des capitaux ne doit pas être distinguée des sorties normales des capitaux, car il est difficile de distinguer les sorties normales de celles qualifiées anormales.

C'est un phénomène qui s'est aggravé lors des crises financières et économiques importantes que le système international a connu. Ces crises sont entre autres, de 1994 et 1995 à Mexique et certains pays d'Amérique Latine. Ensuite, entre 1997 et 1998, plusieurs pays asiatiques avaient connu une crise financière et économique profonde, suivis de la Russie en 1998 et du Brésil en 1999. Ces crises financières étaient l'origine d'importantes sorties de capitaux en provenance de ces pays et conduisaient à un regain d'intérêt accordé au phénomène de la fuite des capitaux de ces sous-régions.

0.2. Intérêt du sujet

Aujourd'hui, tout le monde s'intéresse à reconnaître que le phénomène de fuite des capitaux constitue un réel obstacle au progrès économique des pays en développement en général, et celui de l'Afrique en particulier.

En Afrique, comme dans la plupart des pays en développement du monde, le phénomène de la fuite des capitaux a attiré plus d'attention que dans les autres régions des pays développés. Pourtant, un des principaux défis du développement économique surtout le financement d'origine interne pour atteindre des Objectifs de Développement Durable (ODD). L'atteinte de ces ODD ne peut en effet être fondée sur le recours exclusif ou majoritaire du financement extérieur qui doit être considéré comme une source complémentaire, l'essentiel du financement devant être mobilisé à l'interne. Or, la fuite du capital impacte le niveau de mobilisation de ces ressources internes. Il est alors important d'en mesurer l'ampleur, identifier ses principaux déterminants et proposer des mesures à prendre en vue de contrôler le phénomène et limiter son impact sur le développement en Afrique et au niveau des pays, avec référence au Burundi.

En effet, pendant plusieurs années, la région de l'Afrique et surtout celle de l'Afrique subsaharienne a connu une instabilité politique et économique, qui aura amplifié ce phénomène. Le choix de ce continent nous semble intéressant sous deux angles :

Premièrement, l'Afrique enregistre une somme importante de fuite de capitaux par rapport aux autres continents, soit plus de 50 milliards par an (Boyce et Ndikumana 2015).

Deuxièmement, la gouvernance ou bien la qualité des institutions des Etats africains est faible (KKZ 1996), parmi les indicateurs de la gouvernance, l'Afrique enregistre beaucoup de pays qui font partis des pays où la gouvernance est la moins bonne.

C'est donc dans cet ordre d'idées que nous avons jugé bon de mener une étude sur la fuite des capitaux sur le continent africain, un des continents qui compte plus des pays en voie de développement, tout en nous focalisant sur le rôle joué par la gouvernance.

0.3. Problématique

Il s'ensuit dès lors que le phénomène de la fuite des capitaux entraine une diminution de ressources qui auraient dû être investies pour créer des richesses dans le pays d'origine. Ainsi elle réduit les investissements domestiques (Adetiloye, 2012). Ce fléau pour l'Afrique a été documenté comme étant la principale cause de la pauvreté et sous-développement des pays africains (Bartels et al.2009 ; Tuomi, 2011 ; Boyce & Ndikumana, 2012a ; Darley 2012).

De façon simplifier, la fuite des capitaux d'un pays draine les réserves de changes, diminue le produit de l'impôt, nuise la compétition des firmes domestique, amplifie la pauvreté, supprime les investissements et apportent des entraves sur la croissance. Parmi les pays du monde, ceux qui sont confrontés à ce phénomène ont de ressources domestiques rares ou insuffisantes, ce qui les oblige à recourir à des emprunts extérieurs pour se financer (Adetiloye, 2012).

Ensuite, l'évidence dans la littérature montre que la qualité des institutions de ces pays d'Afrique est restée au niveau bas sur l'échelle internationale.

C'est pour ces différentes raisons qu'il est important d'analyser le rôle joué par la gouvernance sur ce fléau qui draine les ressources du continent.

0.4 . Questions de la recherche

La question principale de cette étude est la suivante : Quels sont les effets de la gouvernance sur la fuite de capitaux en Afrique ?

De cette question principale, découlent des questions subsidiaires :

- Quelle est l'influence de la stabilité politique sur la fuite des capitaux en Afrique ?
- Quel est l'effet de contrôle de la corruption sur la fuite des capitaux ?

0.5. Objectif de la recherche

Cette recherche a comme principal objectif d'évaluer l'impact de la gouvernance à travers ses différents indicateurs sur la fuite des capitaux en Afrique.

De façon spécifique, il s'agit de :

1. analyser le rôle joué par la stabilité politique sur la fuite des capitaux.
2. présenter les facteurs de la gouvernance qui influencent la fuite des capitaux sur le continent africain.

0.6. Hypothèses du travail

Pour répondre aux questions ci-haut soulevées et atteindre notre objectif, nous partons des hypothèses suivantes :

H1 : une mauvaise gouvernance induite par la stabilité politique entraine la fuite des capitaux

H2 : la non maitrise de la corruption en Afrique augmente la fuite des capitaux

0.7. Méthodologie de la recherche

Le présent travail est limité dans le temps et dans l'espace. Dans l'espace, nous nous sommes limités sur un échantillon de 30 pays africains selon la base de données de Boyce et Ndikumana (2015) et dans le temps nous avons pris une période allant de 1996-2015. Le choix de cette période est lié avec la disponibilité des variables de la bonne gouvernance.

Pour atteindre notre objectif qui est d'étudier l'impact de la gouvernance sur la fuite des capitaux nous avons adopté une méthodologie utilisant la méthode des moments généralisées (GMM). Les données tirées dans la base WDI pour les variables de la gouvernance et celles de la fuite des capitaux tirées dans la base de données de Boyce et Ndikumana (2015) sont utilisées dans le but d'infirmer ou confirmer nos hypothèses.

0.8. Organisation du travail

Ce travail s'articule sur trois chapitres à part l'introduction et la conclusion générale. Le premier chapitre propose une revue de la littérature existante dans le domaine de la gouvernance et celui de la fuite des capitaux.

Le deuxième chapitre montre une analyse descriptive des aspects de la gouvernance et la fuite des capitaux en Afrique. Enfin le troisième chapitre s'attache à l'analyse économétrique de l'impact de la gouvernance sur fuite des capitaux en Afrique. C'est dans ce chapitre que nous allons procéder à une présentation et une discussion sur les résultats trouvés.

Après la conclusion générale, nous présentons des recommandations qui découlent directement aux résultats obtenus dans l'analyse empirique.

CHAPITRE I : GOUVERNANCE ET FUITE DES CAPITAUX : REVUE DE LA LITTE RATURE

Ce chapitre donne le sens des concepts de la bonne gouvernance et de la fuite des capitaux. Il est composé de trois sections. Dans la première section, nous parlons l'origine du concept de la gouvernance tout en en donnant les différents types et en identifions ses différents indicateurs. Dans la deuxième section, nous développons l'approche conceptuelle de la fuite des capitaux. En fin, dans la troisième section, nous nous intéressons sur le lien théorique et empirique qui existe entre gouvernance et fuite des capitaux.

Section 1 : Cadre théorique et conceptuel de la gouvernance

La présente section examine l'origine, les définitions et les indicateurs du concept de la gouvernance.

1.1. Historique du concept et ses définitions.

1.1.1. Genèse

Le concept trouve ses origines dans les travaux de certaines institutions internationales dans le processus de développement des pays.

Il est apparu et devenu l'objet de plusieurs débats et est défini comme l'exercice de l'autorité économique, politique et administrative dans le but de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux[1]. Cela comprend les mécanismes, les processus et les institutions à travers lesquels les citoyens et les groupes expriment leurs intérêts et leurs différences, expriment leurs droits et s'acquittent de leurs obligations.

C'est un concept aussi qui a beaucoup évolué depuis son émergence vers la fin des années quatre-vingt dans les débats autour de la problématique des intérêts en présence. Les premiers essais classiques en sciences politiques sur le sujet parlaient d'un concept centré sur deux composantes principales à savoir le droit et l'ordre.

La gouvernance aborde des questions liées aux mécanismes nécessaires à la négociation des différents intérêts de la société. C'est une notion très large qui recouvre les différentes manières par lesquelles les individus et les groupes s'organisent pour atteindre des objectifs en commun.

[1] *Staphen-hurst F. et K.S.J. « participation de secteur public à la lutte contre la corruption » p 25.*

Elle se rapporte aux différentes formes de bien-être collectif, allant des petites communautés locales aux multinationales et des cercles de qualité au conseil de sécurité. Désormais, on entend parler de gouvernance mondiale, de gouvernance globale, de gouvernance territoriale, gouvernance des entreprises ou bien gouvernance clinique.

La gouvernance ainsi adhère à la sphère publique et privée de l'action humaine et même à la combinaison des deux. Elle intervient là où il existe plusieurs intérêts en présence et là où les intérêts des acteurs peuvent diverger.

En plus c'est une notion polysémique puisqu'elle est déclinée à toutes les échelles. On parle alors gouvernance territoriale, gouvernance publique gouvernance mondiale.

Parallèlement aux réformes de l'administration publique, la notion de gouvernance a aussi servi à rendre compte des transformations du pouvoir local et de ses rapports avec le pouvoir central.

A l'origine de cet usage, il y a les réformes entreprises en Angleterre à partir de l'arrivée des conservateurs en 1979. Dans ce contexte, la gouvernance traduit une réforme des pouvoirs locaux à l'initiative du pouvoir central.

Mais en même temps, la gouvernance est un mode de gouvernement particulier, par des groupes de personnes particulières, dirigeant ou possédant des entreprises, ou secondairement organisées en puissantes ONG, qui ont un pouvoir important d'orientation de la société. Ce sont des pouvoirs qui sont à la fois officiellement reconnus par le truchement de la "société civile" et obscurs car il est impossible au citoyen de comprendre qui décide quoi dans le maquis des réseaux. C'est vrai au niveau international, européen ou national, mais aussi au niveau de chaque organisme se réclamant de la gouvernance, où des commissions diverses et peu définies, des groupes variables, participent à l'élaboration des décisions (Boutaleb 1994). Or la démocratie suppose un régime ou les conditions d'élaboration et d'application des lois ou des décisions respectent un cadre stable et défini, qui soit transparent pour tous et pas seulement pour les initiés que sont les participants au pouvoir (le personnel politique et leurs conseillers).

1.1.2. Définitions

La gouvernance part de plusieurs mutations de structure institutionnelle, elle est définie comme le processus par lequel, l'intérieur de traditions reconnues et des cadres institutionnels, des différents secteurs de la société expriment des intérêts, des décisions sont prises et des décideurs en sont tenus pour responsables[2]

Selon CARRILLO S. et FRUCHART V. (1994), la gouvernance a plusieurs concepts :

- la gouvernance est le processus à travers lequel les fonctions de l'Etat sont exécutées
- elle est le processus par lequel les gouvernements sont choisis, tenus responsables, suivis et remplacés.
- la gouvernance est la capacité des gouvernements à bien gérer les ressources et à formuler, mettre en œuvre et faire adhérer des bonnes politiques et règlements. Elle est le respect pour les institutions qui gouvernent les interactions économiques et sociales.

Pour Daniel Kaufman (2005), on entend par la gouvernance l'ensemble des traditions et des institutions par lesquelles le pouvoir s'exerce dans un pays pour le bien commun. Cela recouvre la procédure selon lequel les dirigeants sont choisis, contrôlés et remplacés (aspect politique), la capacité des gouvernements à gérer de manière efficace ses ressources et appliquer des politiques avisées (aspect économique) et le respect des citoyens et de l'État envers les institutions nationales (respect institutionnel).

La gouvernance comprend les mécanismes, les processus, les relations et les institutions complexes aux moyens desquels les citoyens et les groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits et assurent leurs obligations et auxquelles ils s'adressent pour régler leur différend. Le tableau ci-après donne les différentes définitions selon les différentes organisations.

[2] *Louise FRECHETTE, vice- secrétaire générale des nations unis dans « comprendre gouvernance » Institut sur la gouvernance Ottawa, 2001*

Tableau 1 : Définitions de la gouvernance selon différentes organisations

La banque mondiale	**L**'exercice du pouvoir politique, ainsi que d'un contrôle dans le cadre de l'administration des ressources de la société aux fins du développement économique et social[3]
L'institut de la gouvernance	La gouvernance se définit comme l'ensemble des établissements, des procédés et des traductions qui dictent l'exercice du pouvoir, la prise de décision et la façon dont les citoyens vont entendre leurs voix[4]
PNUD	L'exercice de l'autorité politique, économique et administrative pour gérer les affaires de la société. C'est un concept large qui recouvre les structures organisationnelles et les activités du gouvernement central, régional et local, le parlement et les institutions, les organisations et les individus que comprend la société civile et le secteur privé dans la mesure où ils participent activement et influence la conception de la politique publique qui affecte tout le peuple[5]
Overseas Development Institute	Le terme de gouvernance se réfère à l'exercice d'une autorité légitime dans l'utilisation de la puissance et la gestion des affaires publiques. Il désigne à la fois un arrangement institutionnel, des mécanismes consultatifs des processus de formulation des politiques publiques[6]

Sources : Isabelle JOHNSON '' la gouvernance vers une définition de concept '' une agence du développement international, OTAWA Mars 1997

[3] *World bank managing development '' the governance dimension Washington D.C USA 1994*
[5] *UNDP'' Decentralised Governance programme'' New York USA 1996*
[6] *Carlos R. MILANI « une approche éthique du pouvoir 2000*

1.1.3. Typologie des indicateurs mondiaux de la gouvernance

Selon le PNUD (2000), il est possible de recenser les différentes approches utilisées pour mesurer la gouvernance. En effet, quantifier et mesurer la qualité de la gouvernance est un problème redoutable. Des tentatives effectuées diffèrent considérablement. Nous présentons certaines de ces tentatives :

Evaluation des politiques et des institutions d'un pays par la Banque Mondiale	Les évaluations des politiques et des institutions d'un pays menées par la banque mondiale couvrent l'ensemble des choix des politiques et les structures institutionnelles.
Freedom House	Le classement établi par cet organisme utilise des enquêtes qui chercher à mesurer les libertés civiles et politiques dans le monde.
Transparency International	Il s'agit d'un classement des pays sur la base de l'indice des perceptions de la corruption, indice composite qui mesure la corruption telle qu'elle est perçue comme étant pratiquée par les fonctionnaires et les politiciens du pays.
International Country Risk Guide	Il s'agit d'un classement des pays en fonction des risques politiques, économiques et financiers qui s'attachent à eux. Les risques politiques concernent : la stabilité du gouvernement, la situation socioéconomique, le climat des investissements, la corruption, le conflit, la qualité de l'administration, l'obligation démocratique de rendre compte, l'ordre public et l'influence de la religion et des militaires sur le gouvernement. Les différentes mesures du risque économique comprennent le PIB par habitant, la croissance du PIB, l'inflation et les politiques budgétaires.

Lavalee (2004) qualifie ses divers indicateurs de composites ou d'agrégés car ils sont élaborés à partir des résultats d'enquêtes et des ratings d'experts portant sur la corruption. Le principe fondamental de construction de ces indicateurs est le suivant : rééchelonner les données disponibles en calculant la moyenne.

Même si les procédures d'agrégation utilisées par Transparency International ou par la banque mondiale sont distinctes, elles donnent pour chaque pays, un indicateur d'un ou de plusieurs aspects de la gouvernance, ainsi qu'une mesure de la précision des indicateurs produits à chaque pays et à chaque période.

L'intérêt de ces indicateurs est qu'ils permettent de mieux connaitre les causes et les conséquences de la mauvaise gestion des affaires publiques. Ils contribuent aussi à faire pression sur les gouvernements et les sociétés pour qu'elles agissent. Par exemple, la perception de la corruption de transparency international a aidé à inscrire le problème de la corruption dans l'agenda politique international.

Les indicateurs utilisés peuvent être des indicateurs objectifs, ou bien être fondés sur les perceptions subjectives d'observateurs qualifiés. Ces données sont très utiles car elles permettent de prendre en compte des réalités vécues sur terrain que des indicateurs tirés des chiffres bruts, objectifs, ne peuvent mesurer ou ne mesurent que très imparfaitement. Ces indicateurs ont montré leur utilité dans l'analyse de la croissance.

1.2. Les indicateurs de la gouvernance selon les experts de la banque mondiale

Nous développons en particulier les indicateurs de la gouvernance produits par la banque mondiale car elles sont les plus utilisées, dits indicateurs KKZ. Ces indicateurs renvoient à un concept de la gouvernance qui ne procède pas d'une théorie de la gouvernance (A. Haoudi, 2019). Les auteurs définissent simplement la gouvernance comme « les traditions et les institutions par le biais desquelles l'autorité est exercée dans un pays » et ils l'interprètent comme comprenant trois dimensions, chacune d'entre elles étant définie ou « capturée » par deux indicateurs composites KKZ, comme suit (A. Haoudi, 2019)

- **Processus par lequel les gouvernements sont désignés, surveillés et remplacés :**

Voix et responsabilité (VA - voice and accountability) : possibilité pour les citoyens d'un pays de participer à la désignation du gouvernement. Comprend des indicateurs mesurant différents aspects du processus politique, les libertés civiles, les droits politiques et l'indépendance des médias ;

Stabilité politique et absence de violence / Terrorisme (PS – political stability) : perceptions de la probabilité pour un gouvernement en place d'être déstabilisé ou renversé par d'éventuels moyens anticonstitutionnels et/ou violent, y compris la violence intérieure et le terrorisme.

- **La capacité d'un gouvernement à formuler des politiques saines et à les mettre en œuvre**

Efficacité gouvernementale (GE – government effectiveness) : perceptions de la qualité des services publics fournis par l'administration, de la compétence des fonctionnaires, de l'indépendance de la fonction publique à l'égard des pressions politiques, de la crédibilité de l'engagement du gouvernement vis-à-vis des responsables politiques ;

Qualité de régulation (RQ – regulatory quality) : incidence de politiques contraires au marché, comme le contrôle des prix ou une supervision inadéquate, mais aussi perceptions du poids que fait peser une réglementation excessive sur le commerce extérieur ou le développement des entreprises par exemple.

- **Le respect des citoyens et l'Etat pour les établissements qui dirigent les interactions parmi eux**

L'autorité de droit (RL - Rule of Low) : Inclut plusieurs indicateurs qui estiment la mesure à laquelle les agents ont la confiance aux règles de la société et s'y soumettent. Ceux-ci incluent les perceptions de l'incidence de crime, l'efficacité et la prévisibilité du pouvoir judiciaire et l'exécution des contrats ;

Contrôle de corruption (CC-Contrôle of Corruption) : conventionnellement définie comme l'abus du pouvoir public pour gain privé. Couvre à la fois les actes mineurs de corruption, la corruption qualifiée et la captation de l'Etat.

Section 2. Approche conceptuelle de la fuite des capitaux

L'objectif de cette section est de porter une littérature théorique de la fuite des capitaux. Elle est composée de deux sous-sections. Dans la première sous-section nous allons donner les définitions appropriées de ce concept et dans la deuxième sous-section nous montrons les différentes méthodes de mesure de la fuite de capitaux.

2.1. Définitions de la fuite des capitaux

D'après la théorie économique, il n'y a pas de définition consensuelle de la fuite des capitaux. Certains auteurs la distinguent comme des mouvements normaux de capitaux basés sur des considérations de diversifications de portefeuille, d'investissements étrangers et de crédits commerciaux Ndiaye (2004). Ils mettent aussi en place l'idée que la fuite des capitaux est l'exportation clandestine de la fuite des capitaux qui soustrait l'assiette fiscale d'un pays grâce à ses conditions économiques et politiques.

D'après Ndikumana (2012) ce sont des fonds qui ont été enregistrés entrant dans un pays dont l'utilisation ne peut être retracée dans les statistiques officielles. Il a souligné que les diverses canaux de la fuite des capitaux sont le détournement de la dette publique, les recettes d'exportation, la contrebande de billets en devises, la surfacturation des importations et la sous facturation des exportations.

Les responsables de ces derniers sont des fonctionnaires publics corrompus qui détournent des fonds publics en les transformant en avoirs privés.

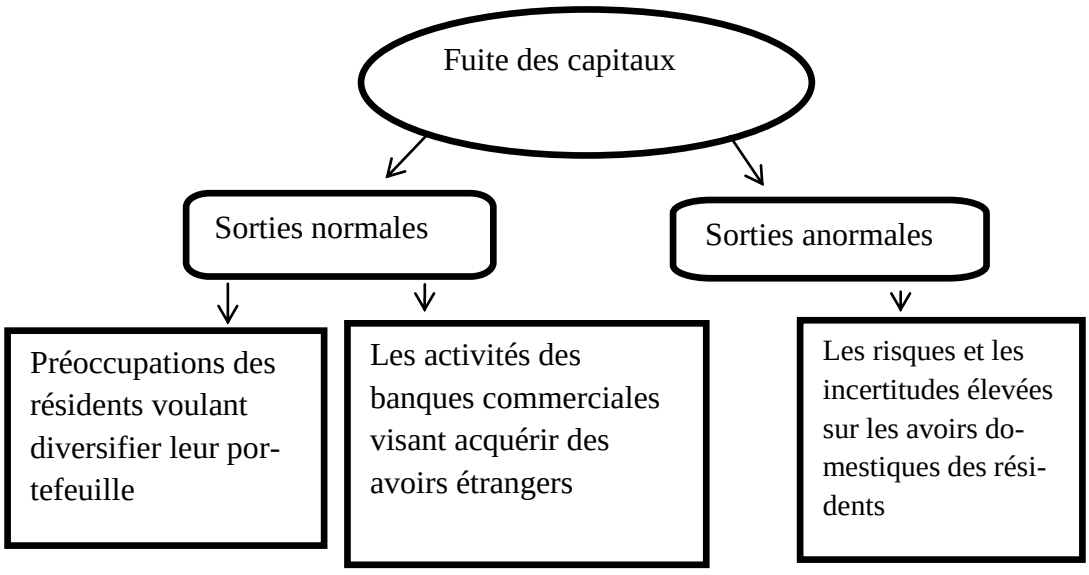
Beija (2006) considère ce phénomène, comme tout mouvement visant à éviter les formes de contrôle social. L'idée est conforme à celle d'Hermes, Linsk et Murinde (2002) qui considèrent que le phénomène de la fuite des capitaux concerne les sorties des capitaux liés aux préoccupations des résidents de diversifier leur portefeuille, aux activités des banques commerciales domestiques visant à acquérir des avoirs à l'étranger et aux risques et incertitude élevée sur les avoirs domestiques des résidents. Les résidents prennent leur argent et fuient dans le but d'éviter des pertes élevées sur leurs avoirs domestiques.

Des auteurs, comme Deppler et Williamson (1987), soutiennent l'idée que la fuite des capitaux est motivée par la crainte de perdre la richesse en raison de l'expropriation de cette richesse par le gouvernement, de la dépréciation soudaine du taux de change, le non- remboursement de la dette du gouvernement, des contrôles de capitaux, des régulations du marché financier et des politiques fiscales. Walter (1987) et Kindleberger (1987) ont une opinion similaire. Pourtant, selon Gordon et Levine (1989), Lensink, Hermes et Murinde (1998), il est extrêmement difficile de distinguer, les flux normaux extérieurs de capitaux de ceux qualifiés d'anormaux.

D'autre coté, Erbez (1985), Banque mondiale (1985) et Morgan Guaranty (1986 et 1988) définissent la fuite des capitaux comme étant des sorties normales et anormales des capitaux. En effet, pour eux, ce qui est réellement important est que pour les pays confrontés à des grands déficits de leurs comptes courant et à des paiements de leur dette extérieure, les sorties normales et anormales accroissent leurs difficultés à financer les importations nettes et des paiements de leur dette.

Le schéma ci- dessous illustre la définition de ces auteurs de la Banque Mondiale comme suit :

Figure 1 : Définition illustrative de la fuite des capitaux de la banque mondiale



Sources : Boyce J.K. and Ndikumana L (Octobre 2012)

2.2 . Méthodes d'évaluation de la fuite des capitaux

De nombreux chercheurs ont mis l'accent sur ce phénomène. Diverses méthodes ont étés proposées dans la mesure où la fuite des capitaux est différemment conçue par les auteurs : certains considèrent comme étant des flux anormaux extérieurs qui doivent être distingués des flux normaux de capitaux, d'autres en revanche rejettent une telle distinction et considèrent que tous les flux sortant de l'activité économique d'un pays sont considérés comme des fuites de capitaux. Mais vu l'importance de l'ampleur de la fuite des capitaux révélée par ces méthodes de mesure, les préoccupations sont axées sur les identifications des facteurs explicatifs de la fuite des capitaux dans le but de proposer des remèdes pour stopper ou réduire ce phénomène.

D'une manière générale, les méthodes de mesure de la fuite des capitaux peuvent être distingués de manières diverses dans la littérature économique : la méthode résiduelle (ou large), la méthode de Dooley, la méthode « argent chaud », la méthode des falsifications des transactions commerciales, la méthode des avoirs et la méthode de la Banque de France.

Ce pendant dans la partie qui suit nous allons décrire, successivement ces différentes méthodes de mesure de la fuite capitaux.

2.2.1. Méthode résiduelle

Cette méthode mesure la fuite des capitaux en comparant les sources des flux intérieurs de capitaux (c'est-à-dire la variation de la dette extérieure et l'investissement net direct étranger) avec les emplois de ces flux intérieurs (le déficit du compte courant et la variation, des réserves étrangères). Si les sources excèdent les emplois des flux intérieurs de capitaux, la différence est appelée fuite des capitaux. Selon cette méthode, la fuite des capitaux, dans une année t et pour un pays i, est calculée comme suit :

$$FCr_{it} = (\Delta DET_{it} + INDE_{it}) - (CCit + \Delta RES_{it})$$

Avec FCr la fuite des capitaux selon la méthode résiduelle ; ΔDET est la variation du stock de la dette extérieure reportée dans les données de la Banque Mondiale ; INDE est l'investissement net direct étranger ; CC est le solde du compte courant et ΔRES est la variation des réserves étrangères.

Dans la littérature, la méthode résiduelle a été largement utilisée dans certains cas avec de petites modifications. L'approche standard, décrite ci-dessus a été utilisée par entre autres, la Banque Mondiale (1985) et Erbe (1985). Morgan Guaranty Trust Company (1986) prend en compte un point supplémentaire : la variation des avoirs détenus à' l'étranger par les banques domestiques (ΔABD). Cette methode fait référence des autres méthodes comme la méthode de Morgan Guaranty Trust çompany (1986) (FCrm) qui est définie par la relation suivante :

$$FCr_{it} = (\Delta DET_{it} + INDE_{it}) - (CCit + \Delta RES_{it}) - \Delta \text{ABDit}$$

Cline (1986 ; cité dans Cumby et Levich 1987 et repris par Hermes, Lensink et Murinde 2002) a aussi utilisé la méthode résiduelle mais propose d'exclure les postes suivants du solde du compte courant : voyage, les profits sur l'investissement direct réinvestis à l'étranger, les profits sur l'investissement direct réinvestis à l'intérieur du pays.

Il soutient que les revenus, provenant du tourisme et des profits sur l'investissement réinvestis, ne sont pas soumis au contrôle des autorités (Hermes, lensink et Murinde 2002) Claessens et Naudé (1993) par opposition à plusieurs autres, prennent en compte les acquisitions nettes des actions de l'entreprise dans leur mesure de l'investissement direct étranger.

Zedillo (1987) soutient que la méthode résiduelle standard doit être modifiée en ce qui concerne la mesure de la dette extérieure et du déficit du compte courant. Au lieu de mesurer les variations du stock de la dette extérieure, Zedillo (1987) propose de considérer les flux.

Ensuite, il propose d'ajuster le compte courant aux profits gagnés et retenus à l'étranger. Cela est estimé en prenant les intérêts sur les dépôts des résidents effectués à l'étranger.

Brown (1990) et Vos (1992) proposent de prendre en compte les paiements non enregistrés des travailleurs à l'étranger. Ces paiements ont tendance à être sous-évalués dans les statistiques, de la balance des paiements des pays en développement, conduisant à une surévaluation du déficit du compte courant. Cela aboutit alors à de faibles estimations de la fuite des capitaux.

Finalement, Morgan Guaranty, Trust Company (1988), Pastor (1990), Boyce et Ndikumana (2001), et Ndikumana et Boyce (2002) ajoutent les gains d'intérêt sur le stock des avoirs détenus à l'étranger en prenant le taux d'intérêt d'un marché international représentatif pour calculer ces gains. Cela évidemment, augmente les estimations de la fuite des capitaux basées sur la méthode résiduelle.

2.2.2. La Méthode de Dooley

Cette méthode consiste à distinguer les flux normaux de capitaux de ceux qualifiés d'anormaux ou d'illégaux. Dooley (1986) définit la fuite des capitaux comme le montant total des avoirs extérieurs du secteur privé qui ne sont pas enregistrés dans les statistiques de la balance des paiements d'un pays. Autrement dit, la fuite des capitaux est tous les flux extérieurs de capitaux basés sur le désir de placer des richesses à l'étranger hors du contrôle des autorités domestiques.

La méthode de Dooley (1986) commence par calculer les flux extérieurs totaux de capitaux comme reportés dans les statistiques de la balance des paiements, mais ensuite apporte certaines modifications. D'abord, les erreurs et omissions sont prises en compte pour mesurer les flux extérieurs totaux de capitaux.

Ensuite, la méthode de Dooley (1986) prend en compte la différence entre les données de la Banque Mondiale sur la variation du stock de la dette extérieure et le montant de l'emprunt extérieur comme reporté dans les statistiques de la balance des paiements. Si les premières données sont supérieures aux secondes, la différence constitue une partie du montant de la fuite des capitaux. Enfin, le stock des avoirs extérieurs, qui correspond aux gains d'intérêt, est calculé en utilisant le taux d'intérêt d'un marché représentatif. La différence entre les flux extérieurs totaux de capitaux et la variation du stock des avoirs extérieurs correspondant aux gains d'intérêt, est égale à la fuite des capitaux. Selon la méthode de Dooley (1986), le montant des flux extérieurs totaux de capitaux est calculé comme suit :

$$FETCit = EEit + INDEit - CCit - RESit - EONit - BMFMIit$$

Où

FETC est égal aux flux extérieurs totaux de capitaux ;

EE est l'emprunt extérieur comme reporté dans les statistiques de la balance des paiements ;

EON représente les erreurs et Omissions nettes ;

BMFMI indique la différence entre la variation du stock de la dette Extérieure reportée dans les statistiques de la Banque Mondiale et l'emprunt extérieur reporté dans les statistiques de la balance des paiements publiées par le FMI.

Le stock des avoirs extérieurs correspondant aux gains d'intérêt est :

$$AE_{it} = \frac{GINT_{it}}{r_{it}}$$

Où

AE est les avoirs extérieurs ;

r est le taux d'intérêt sur les dépôts (supposé être un taux d'intérêt d'un marché international représentatif) ;

GINT représente les gains d'intérêt.

Ainsi, la fuite des capitaux, selon la méthode de Dooley (1986) FCd, est mesurée par :

$$FCd_{it} = FETC_{it} - \Delta AE_{it}$$

2.2.3. La Méthode "Argent Chaud''

Selon cette méthode, la fuite des capitaux est mesurée en ajoutant les erreurs et omissions nettes aux flux extérieurs de capitaux privés non bancaires à court terme. Des auteurs, à l'instar de Cuddington (1986 et 1987), Ketkar (1989), et Gibson et Tsakalotos (1993), ont utilisé la méthode « argent chaud ». Comme la méthode de Dooley (1986), cette méthode correspond à l'idée que le capital fuit sans être enregistré en raison de la nature illégale de ces mouvements de capitaux. Les mouvements de capitaux non enregistrés apparaissent, selon ces auteurs, dans les erreurs et omissions nettes. De plus, les flux sortant de capitaux à moyen et long terme sont exclus. Ainsi, la fuite des capitaux, calculée avec la méthode « argent chaud » (FCa) est donnée par la relation suivante :

$$FCa_{it} = FECC_{it} + EON_{it}$$

Où **FECC** désigne les flux extérieurs de capitaux à court terme.

2.2.4. La Méthode des Falsifications commerciales des Transactions

Certains auteurs, tels que Ciaessens et Naudé (1993), Zdanowicz, Pétk et Sullivan (1999), Pak,Zanakis et Zdanowicz (2003), et De Boyrie, Pak et Zdanowicz (2004a et 2004b) utilisent le montant des falsifications des transactions commerciales comme la mesure de la fuite des capitaux. Ce montant est déterminé en comparant les données relatives au commerce du pays importateur et du pays exportateur.

Les importateurs sont supposés être impliqués dans le phénomène de la fuite des capitaux lorsqu'ils reportent de grandes valeurs des marchandises importées par comparaison à la valeur des mêmes marchandises reportée par les exportateurs.

Quant aux exportateurs, ils sont impliqués dans la fuite des capitaux s'ils reportent de petites valeurs des marchandises exportées par comparaison à la valeur des mêmes marchandises reportée par les importateurs. Selon les auteurs qui ont utilisé la méthode des falsifications des transactions commerciales, les sorties de capitaux, provenant de la sous-évaluation des exportations et/ou de la surévaluation des importations, sont anormales puisque ces mauvaises pratiques constituent des canaux pour détourner la richesse domestique et la placer à l'extérieur du pays. D'autres auteurs proposent d'ajuster le calcul de la fuite des capitaux, basé sur la méthode résiduelle, aux falsifications des transactions commerciales (Gulati 1987 ; Lessard et Williamson 1987 ; Eggerstedt, Brideau Hall et Wijnbergen 1995 Ajayi 1997 Boyet: et Ndikumana (2001 ; Collier, Hoeffier et Pattillo 2001 ; et Ndikumana et Boyce 2002).

2.2.5. La Méthode des Avoirs

Des études, comme celles de la Banque d'Angleterre (Hermes1989) et Lensink (1992), Collier, Hoeffier et Pattillo (2001), considèrent le stock total des avoirs des résidents non bancaires détenus dans des banques étrangères comme une mesure de la fuite des capitaux. Selon Hermes, Lensink et Murinde (2002a), la méthode des avoirs est un raccourci pour mesurer la fuite des capitaux. Ils pensent que cette méthode peut être considérée comme une indication du montant minimum des avoirs détenus à l'étranger puisque les résidents peuvent détenir des avoirs sous d'autres formes que les comptes bancaires, par exemple l'acquisition d'actions étrangères.

2.2.6. La Méthode de la Banque de France

La Banque de France (1987) définit la fuite des capitaux en comparant le besoin de financement tel qu'il apparaît, dans les balances des paiements avec la variation de l'endettement' extérieur tel que recensé par la Banque Mondiale (1988) mais corrigé des fluctuations du taux de change. La différence constitue les sorties de capitaux.

Section 3 : Relation entre gouvernance et fuite des capitaux

Cette section met en place la relation entre la gouvernance et la fuite des capitaux. Elle est composée de deux sous sections. Dans un premier lieu nous allons faire les fondements théoriques existants fournis par la littérature. Dans un second temps les déterminants empiriques de la fuite des capitaux.

3.1. Fondements théoriques

Le concept de gouvernance est qualifié dans certains cas comme bonne, et dans d'autres comme mauvaise. La gouvernance est bonne[7] si elle permet de tendre à une amélioration progressive et continue (K. Chammari, 2000). De ce fait, la gouvernance est bonne quand ses institutions, ses méthodes et ou ses résultats sont bons. Dans le cas contraire, elle est mauvaise.

En fait, c'est en 1989 que la notion de la bonne gouvernance a été utilisée dans le rapport de la Banque Mondiale sur l'Afrique qui a affirmé que les problèmes de développement en Afrique sont dus à une crise de gouvernance. Ainsi, la littérature théorique sur la relation de la gouvernance et fuite de capitaux dans les pays en développement a fait et fait l'objet d'un grand nombre d'études à cause de ses conséquences en matière de la réduction de la pauvreté de ces pays (Ndiaye 2012).

D'une manière fondamentale, des auteurs comme Collier et al. (2004) ; Davies (2008) ; Ndikumana et al. (2015) ont indiqué que la gouvernance politique, économique et institutionnelle a été documenté comme un facteur important influençant la fuite des capitaux, car il est lié à la perte ou l'endommagement d'actifs. Selon eux, quant aux fonctionnalités associées à la stabilité politique et à l'absence de violence, il est très probable que les investisseurs sont incités à transférer leur capital dans des environnements à moindre risque d'investissement.

[7] *Chammari K. (2000) « Gouvernance, Décentralisation, droits de l'homme et société civile »,Atelier sur la Gouvernance à l'intention des journalistes maghrébin, Nouakchott 17 ou 18 mai*

En substance, une mauvaise gouvernance peut infliger des dommages économiques considérables qui influencent l'inquiétude concernant la valorisation des actifs ainsi que la confiance en raison des mauvaises perspectives économiques.

Ainsi, du point de vue de l'investisseur, l'argent et les actifs peuvent rapidement sortir d'un pays face à la mauvaise gouvernance. Une mauvaise gouvernance économique peut entraver les performances macroéconomiques, par conséquent, décourager les investisseurs car les perspectives macroéconomiques sont sombres.

Pour Le Roux & Kelsey (2015) ; Kelsey & Le Roux (2016), les investisseurs réagissent aux événements politiques qu'ils jugent défavorables leur retour en désinvestissant. Par conséquent, les impacts directs des caractéristiques politiques tels que la responsabilité, la démocratie et l'instabilité politique affectent le montant des entrées de capitaux dans une économie. Des dirigeants qui ne sont pas responsables pourraient en effet produire des politiques d'investissement imprévisibles, ce qui affecte la fuite des capitaux. Une mauvaise gouvernance économique pourrait aussi produire une perspective économique qui décourage les investisseurs d'investir dans une économie. C'est essentiellement parce qu'il a été prouvé que les investisseurs préfèrent investir dans des climats favorables économiquement.

3.2. Développements empiriques sur les déterminants de la fuite des capitaux

L'objectif de cette sous-section est d'examiner les résultats de la littérature empirique sur l'impact de la gouvernance sur la fuite des capitaux. En effet, bien que l'importance des institutions ne soit pas un thème nouveau dans la théorie économique, les travaux empiriques ont pris du retard et n'ont connu une croissance accélérée qu'au cours des années 1990, notamment avec l'apparition d'un nombre croissant d'indicateurs sur les mesures des différentes dimensions de la gouvernance. Ces travaux ont permis de clarifier l'anneau entre gouvernance et fuite des capitaux

3.2.1. Déterminants macroéconomiques et la fuite des capitaux

De nombreux auteurs ont insisté sur les indicateurs de l'environnement macroéconomique**s** pour expliquer la fuite des capitaux. Les facteurs macroéconomiques sont déterminés par l'environnement macroéconomique, des flux de capitaux entrants, du risque ou des profits sur les investissements.

Ainsi, Cuddinton (1986) a révélé que le taux d'inflation anticipé fait partie des facteurs déterminants qui expliquent significativement la fuite des capitaux de 4 pays d'Amérique Latine : Argentine, Mexique, Uruguay et Venezwela.

Cet impact significatif de l'inflation domestique sur la fuite des capitaux est confirmée par Doleey (1988), Ketkar (1989), Loungani (2000), par Antzoulatos et Sampaniotis(2001). En revanche d'autres auteurs comme Ndikumana et Ndiaye (2014) trouvent que l' impact l'inflation sur la fuite des capitaux des pays de l'Afrique subsaharienne est positif mais statiquement non significatif. En plus, en utilisant le différentiel du taux d'inflation entre ces pays d'Afrique subsaharienne et les Etats Unis, Ndikumana et Boyce (2003) ont trouvé le même résultat.

Les études empiriques soutiennent aussi l'hypothèse que la fuite des capitaux est élevée lorsque le taux de croissance économique est bas. Pastor (2000) prouve que le différentiel du taux de croissance entre les Etats Unis et les pays de l'Amérique latine est un important déterminant de la fuite des capitaux. Michelson (1991) révèle que le taux de croissance de 22 pays en développement explique négativement et significativement la fuite des capitaux.

Outre le taux d'inflation et le taux de croissance économique, la littérature a aussi fait état d'un autre déterminant empirique de la fuite des capitaux : le déficit budgétaire. Pastor (1992) et sampaniotis (2001) trouvent en effet que l'accroissement du déficit budgétaire entraine d'importantes fuites des capitaux. Au contraire la conclusion de Ndikumana et Boyce (2000) est ambiguë : l'excède budgétaire primaire à un impact négatif et significatif sur la fuite des capitaux alors que le déficit global n'entraine pas des fuites significatives des capitaux. Cette absence de lien significatif entre le déficit budgétaire et la fuite des capitaux est aussi confirmée dans les études de Hermes et Linsk (1992), Henry (1992), Hermes et Murinde (1996).

D'autres indicateurs de l'environnement macroéconomiques ont été également pris en compte dans les analyses empiriques. Selon Ng'eno (2000), le PIB réel explique significativement et positivement la fuite des capitaux du Kenya. Aussi, Ndikumana et Boyce (2002) relèvent que le ratio des exportations au PIB a un impact négatif mais statiquement non significatif sur les sorties des capitaux en provenance des pays de l'Afrique subsaharienne.

Analysant les statistiques du commerce du Mexique avec trois de ses partenaires (Canada, Etats unis et le Japon), Biswas (2002) relève que le commerce préférentiel encourage la fuite des capitaux du Mexique.

En plus de l'environnement macroéconomique, on peut ajouter le risque et les profits sur les investissements. Plusieurs indicateurs du risque et les profits sur les investissements ont été utilisés mais pour ce cas, on peut citer le taux de change : la surévaluation du taux de change réel entraine des fuites des capitaux [8] : Ketar (1989) Pastor (1990), Hermes et Linsk (1992), FEDDERKE (2002), Ndikumana et Boyce (2002). Comme une alternative du taux de change, Olopoenia (2000) et Nyoni (2000) ont utilisé la prime sur le marché noir comme une variable explicative, mais on trouve que cette variable n'a aucun impact statiquement significatif sur la fuite des capitaux[9].

Par contre Onwiduoki (2001) révèle que la prime sur le marché parallèle affecte significativement la fuite des capitaux au Nigeria. Une autre alternative au taux de change, mise en évidence par Mikkelsen (1991), est une variable indicatrice du régime de change qui selon lui, explique positivement et significativement la fuite des capitaux du Mexique. Ce résultat est toutefois infirmé par Ketkar (1999) d'après lui cette variable n'est pas importante pour expliquer la fuite des capitaux.

Enfin la littérature empirique tient compte des flux de capitaux entrants comme des moteurs de la fuite des capitaux. Cuddington (1996) trouve que la fuite des capitaux du Mexique est hautement corrélée avec sa dette publique. Hermes et Linsk (1992) sur les indiquent que la plus importante variable explicative de la fuite des capitaux est l'emprunt public extérieur : 70 à 95% de l'emprunt extérieur de Mexique sortent des pays de sous forme de fuite des capitaux. Vos (1992) trouve que le stock de la dette n'a aucun impact sur la fuite de capitaux des Philippines. Dans son étude, il a indiqué que c'est uniquement le flux de dette qui est significatif pour ce pays.

[8] *Théoriquement la surévaluation d'une monnaie est déterminée par référence à un taux de change d'équilibre*
En pratique ce taux de change est obtenu en choisissant une année ou la période à laquelle il est supposé qu'un pays a un taux de change approprié déterminé sur le marché.

[9] *Le prime sur le marché noir est défini par ces auteurs comme étant la différence entre le taux de change déterminée par le marché et le taux de change officiel.*

Ajayi (1995) a établi une relation significative entre la fuite des capitaux et la dette extérieure dans le cas du Nigeria. Selon Boyce et Ndikumana (1998), la fuite de capitaux de la RDC est généralement liée à la gestion irresponsable de la dette extérieure de ce pays sous le régime de Mobutu. Collier et Hoeffler et Pattillon (2001) établissent un impact significatif et positif entre la fuite des capitaux et la dette extérieure pour un échantillon représentatif de plusieurs pays.

Le même résultat est obtenu par Henry (1996), Murinde, Hermes et Linsk (1996), Ndikumana et Boyce (2002) qui trouvent que la dette extérieure de 30 pays de l'Afrique subsaharienne explique 80% de la fuite des capitaux.

Il existe ensuite des études empiriques qui ont analysé le rôle d'autres sortes de flux entrants comme des variables explicatives de la fuite des capitaux, à savoir l'investissement direct étranger et l'aide publique au développement.

Kant (1996) montre qu'il y a une corrélation négative entre la fuite des capitaux et IDE. En revanche selon Linsk, Hermes et Murinde (2000), l'IDE n'a aucun impact significatif sur la fuite des capitaux. Selon eux l'aide publique au développement a un impact positif et significatif sur la fuite des capitaux, ce que confirment aussi Collier, Hoefflier et Pattillo (2003a) qui révèlent que l'aide au développement a un effet positif sur la fuite des capitaux.

3.2.2. Déterminants des effets de la gouvernance sur la fuite des capitaux

Dans la littérature, la mauvaise gouvernance est considérée comme un des déterminants fondamentaux de la fuite des capitaux. Selon Raffinot (1998) dans son étude sur les pays en voie de développement, le manque de sécurité dans la conservation des actifs cause la fuite des capitaux et Awung (1996) observent que dans les pays en développement, certains dirigeants se servent de leur statut pour demander des pots-de-vin dans les adjudications de marchés publics aux entrepreneurs. Ces fonds mal acquis sont souvent placés à l'étranger.

Hermes, Lensink et Murinde (2002b) soutiennent que le comportement du secteur public peut influencer les risques et les incertitudes dans le pays. Selon eux, les résidents peuvent décider de placer leurs avoirs à l'étranger du fait du manque de confiance à la situation politique ou du niveau élevé de la corruption. D'après Ndikumana et Boyce (2002), l'instabilité politique et la mauvaise gouvernance conduisent à une mauvaise performance économique, crée de l'incertitude et instaure un climat défavorable à l'investissement en encourageant ainsi la sortie des capitaux.

Dornbush (1986) montre que l'instabilité politique est à l'origine d'importantes fuites des capitaux de l'Argentine, du Brésil et du Chili. Cet effet significatif et positif de l'instabilité politique sur la fuite des capitaux est confirmé par Smit et Mocke (1991) pour l'Amérique du Sud, par Nyatepe-Coo (1994) pour l'Afrique subsaharienne, par Lensink, Iermes et Murinde (2000) et Hermes et Lensink (2001) pour 84 pays en développement.

En plus de l'instabilité politique, il y a le risque politique. A l'exception de Dooley (1988) qui a trouvé un lien négatif entre la fuite des capitaux et le risque politique, les autres études empiriques concluent que l'accroissement des sorties de capitaux est dû au risque politique (Lensink, Hermes et Murinde, 1998); Fedderke et Liu, 2002). En revanche, Nyoni (2000) trouve que le risque politique n'est pas un déterminant important de la fuite des capitaux en Tanzanie.

Selon le classement de la Banque mondiale sur un échantillon de 40 pays émergents, Olfa KHARRAT (2011) dans son analyse : « La fuite des capitaux : gouvernance, facteurs institutionnels » a trouvé que la gouvernance a un effet négatif et significatif sur la fuite des capitaux des pays émergents et a conclu que le niveau de la fuite des capitaux est affecté par la politique de la gouvernance. De plus, l'auteur a conclu une relation significative et positive entre la corruption et la fuite des capitaux.

Boyce et Ndikumana (2012) prouvent que la mauvaise gouvernance induite par la corruption, l'abus de pouvoir politique et une réglementation laxiste est susceptible d'être corrélés avec la fuite des capitaux. En plus de cela, ils ont conclu que la mauvaise gouvernance facilite et draine les ressources nationales, les falsifications des transactions commerciales et la contrebande des marchandises et des capitaux au niveau des frontières.

De ce fait les indicateurs de la politique et de la gouvernance sur la fuite des capitaux sont identifiés dans différentes revues empiriques. Ajayi (1992) estime que la fuite des capitaux est due en partie de la corruption. Lensink, Hermes et Murinde (2000), et Hermes et Lensink (2011) révèlent que la démocratie et la liberté civile sont associées à moins de fuite de capitaux. Selon Ndikumana et Boyce (2002), la fuite des capitaux s'accroît lorsqu'il y a moins de voix et responsabilité, moins de libertee politique et plus de corruption. Nous aimerions porter cette étude sur la fuite des capitaux en Afrique en utilisant les quatre indicateurs de la gouvernance qui influencent le climat des affaires.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre, nous avons essayé de discuter sur deux concepts portant cette étude : la gouvernance et la fuite des capitaux.

Les préoccupations majeures des économistes sur le phénomène de la fuite des capitaux sont axées autour de deux points : Le premier point aborde la définition à donner au concept de la fuite des capitaux et le second sur les méthodes de sa quantification. Certains auteurs soutiennent que la sortie normale des capitaux ne doit pas être considérée comme une fuite des capitaux et d'autres stipulent que la fuite des capitaux ne doit pas être distinguée de la sortie normale des capitaux.

Comme il n'y a aucun consensus sur la définition de la fuite des capitaux, plusieurs méthodes permettant d'évaluer son ampleur sont disponibles dans la littérature à savoir la méthode résiduelle, la méthode de Dooley, la méthode « hot money », la méthode des avoirs, la méthode de falsification des transactions commerciales. Mais la méthode plus généralement utilisée est la méthode résiduelle.

Dans le chapitre qui suit, nous procédons à une analyse descriptive des variables sous étude dans le but d'analyser l'évolution de la gouvernance et la fuite des capitaux en Afrique.

CHAPITRE II: GOUVERNANCE ET FUITE DES CAPITAUX : ANALYSE DESCRIPTIVE

Ce chapitre a pour objet de présenter l'évolution de la gouvernance et de la fuite des capitaux en Afrique sur un échantillon des 30 pays africains et sur une période allant de 1996-2015.

Il est composé de deux sections. La première offre une présentation de l'évolution globale de la gouvernance et la deuxième parle de l'évolution de la fuite des capitaux durant la période de l'étude.

Section 1 : Evolution de la qualité de lagouvernance en Afrique

Pour pouvoir étudier l'état de l'évolution de la gouvernance des pays de l'Afrique, nous avons procédé par une appréciation descriptive pour les quatre dimensions [10] de la gouvernance parmi les six indicateurs de Kaufman. Notons que les variables de la stabilité politique et contrôle de corruption influencent les autres variables de la gouvernance (Kaufman et al 1996). C'est la raison pour laquelle nous avons mis une attention particulière sur le rôle joué par ces indicateurs lors des analyses descriptives.

Tableau 2 : Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique

Année	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**
SPAV	-1,07	-1.02	-0,9	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-0,96
EG	-0,86	-0,85	-0,84	-0,8	-0,8	-0,8	-0,87	-0,85	-0,89	-0,99
QR	-0,9	-0,88	-0,86	-0,86	-0,88	-0,88	-0,87	-0,86	-0,93	0,96
CC	-0,85	-0,88	-0,9	-0,89	-0,88	-0,88	-0,87	-0,86	-0,94	-0,95

Année	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**
SPAV	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,9	-0,9	-0,9	-0,95	-1	-1,05
EG	-0,94	-0,91	-0,94	-0,97	-0,99	-0,98	-1	-0,98	-1	-0,99
QR	-0,89	-0,91	-0,91	-0,89	-0,89	-0,89	-0,9	-0,89	-0,93	-0,96
CC	-0,94	-0,92	-0,93	-0,91	-0,9	-0,92	-0,98	-0,97	-0,97	-0,94

Source : Construit par nous-même à partir de la base de données WDI:

[10] *Stabilité politique absence de violence, Efficacité du gouvernement, Qualité de règlementation, contrôle de la corruption*

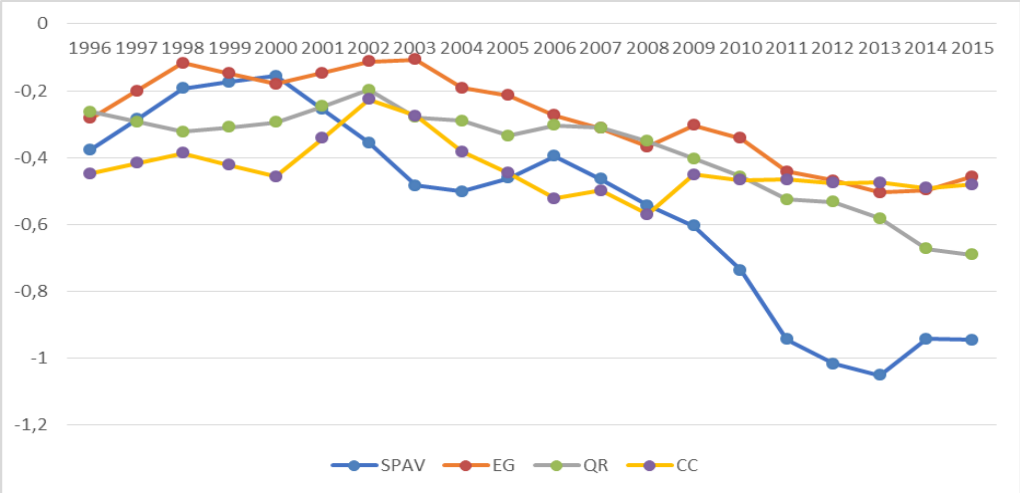
Nous constatons qu'il n'y a pas une amélioration notable de la gouvernance en Afrique . En plus il est raisonnable de penser que, sauf cas particulier comme une crise soudaine et radicale qui mène à un changement de régime brutal, la gouvernance et même son évolution de période en période dépendent de facteurs structurels lourds et non des évolutions conjoncturelles (Meisel, 2004).

En fin, comme c'est trop difficile de distinguer ces facteurs structurels lourds, nous avons pris l'occasion de scinder notre échantillon en cinq régions (Afrique du Maghreb, Afrique de l'ouest, Afrique centrale, Afrique de l'est et l'Afrique australe) pour voir comment ces variables évoluent. Notons que nous nous sommes focalisés sur les variables influençant le monde des affaires (l'instabilité politique, le contrôle de la corruption, l'efficacité du gouvernement et la qualité de règlementation) compte tenu de leur importance dans cette étude.

1.1. Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique du Maghreb

Le graphique qui suit met en évidence l'évolution des indicateurs de la gouvernance des pays du Maghreb. Ce graphique ressort un indicateur global de la région pour chaque variable. Graphiquement, nous avons :

Graphique 1 : Evolution des indicateurs de la gouvernance des pays du Maghreb (1996-2015)



Source : Auteur sur les données de la banque mondiale (base de donnes en ligne des indicateurs de la bonne gouvernance dans le monde WGI)

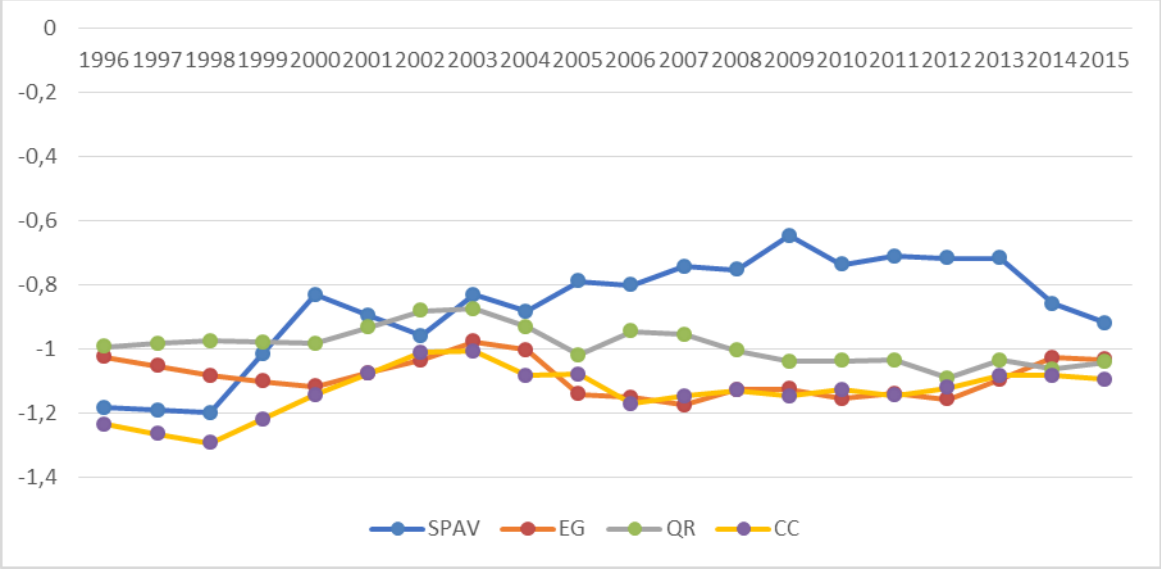
Le graphique ci-haut montre des variations différentes des variables de la bonne gouvernance durant la période de l'étude. On remarque des fluctuations à la baisse depuis le début des années 2000. Le Maroc est mieux positionné que les autres pays en matière de la bonne gouvernance avec des scores -0.06, -0.07,-0.03,-0.1 respectivement. Il a réalisé des avancées appréciables économiques, sociales et institutionnelles et les réformes ont permis d'améliorer l'accessibilité des populations aux services publics de base. Par contre, cette année (2000), l'Algérie enregistre des scores non favorables parmi les autres pays du groupe avec des points des variables de la bonne gouvernance de -1.42,-0.96,-0.7,-0.93 respectivement.

D'après le graphique, nous remarquons que la courbe de la stabilité politique a totalement chutée depuis l'année 2000, entrainant les autres variables dans cette chute une ou deux année(s) après.

1.2. Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique centrale

L'Afrique centrale, comme toute autre région de l'Afrique, comprend des pays qui ont connu des instabilités politiques. La gouvernance de cette région sur une période allant de 1996-2015 évolue de la manière suivante **:**

Graphique 2 : Evolution des indicateurs de de la bonne gouvernance dans le groupement des pays de l'Afrique centrale (1996-2015)



Source : Auteur sur les données de la banque mondiale (base de donnes en ligne des indicateurs de la bonne gouvernance dans le monde WGI)

L'analyse de ce graphique nous permet de constater qu'il n'y a pas eu d'une amélioration notable des variables de la bonne gouvernance durant la période de l'étude. La raison est que la région avait connu des crises politiques ayant eu lieu en République du Congo et l'ex-ZAIRE.

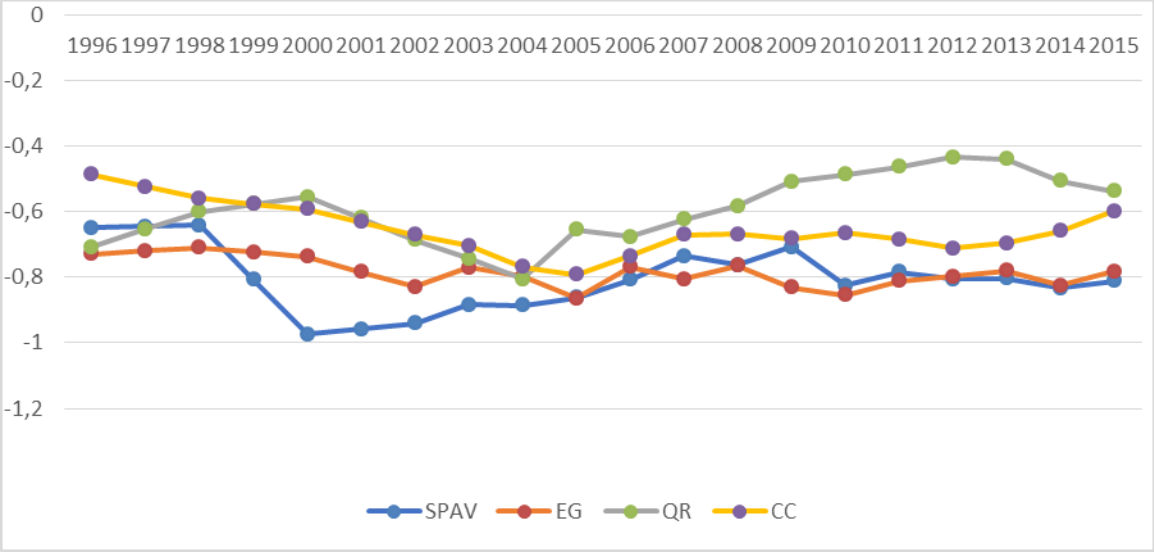
La RDC connaît en effet depuis plusieurs années des troubles majeurs, d'où une forte fragilisation de l'autorité de l'Etat. Aussi, différents pays de l'Afrique centrale ont connu des massacres considérables inter-ethniques.

Depuis 2004, la courbe de la stabilité politique montre que l'ampleur de fluctuations négatives a diminué avec un score moyen de -0.8 et une chute en 2015 avec un score moyen de -0,9 à l'issue d'une deuxième guerre civile qui a éclaté en décembre 2012 entre le gouvernement centrafricain et les opposants politico-militaires. Cette guerre a succédé le premier conflit entre 2004 et 2007 après le coup d'Etat de François Bozize en 2003.

1.3. Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique du de l'Ouest

Le graphique qui suit met en évidence l'évolution des indicateurs de la gouvernance des pays de l'Afrique de l'Ouest. Des indicateurs globaux calculés sur la région sont pris en considération.

Graphique 3 : Evolution des indicateurs de la bonne gouvernance dans le groupement des pays de l'Afrique de l'Ouest (1996-2015)



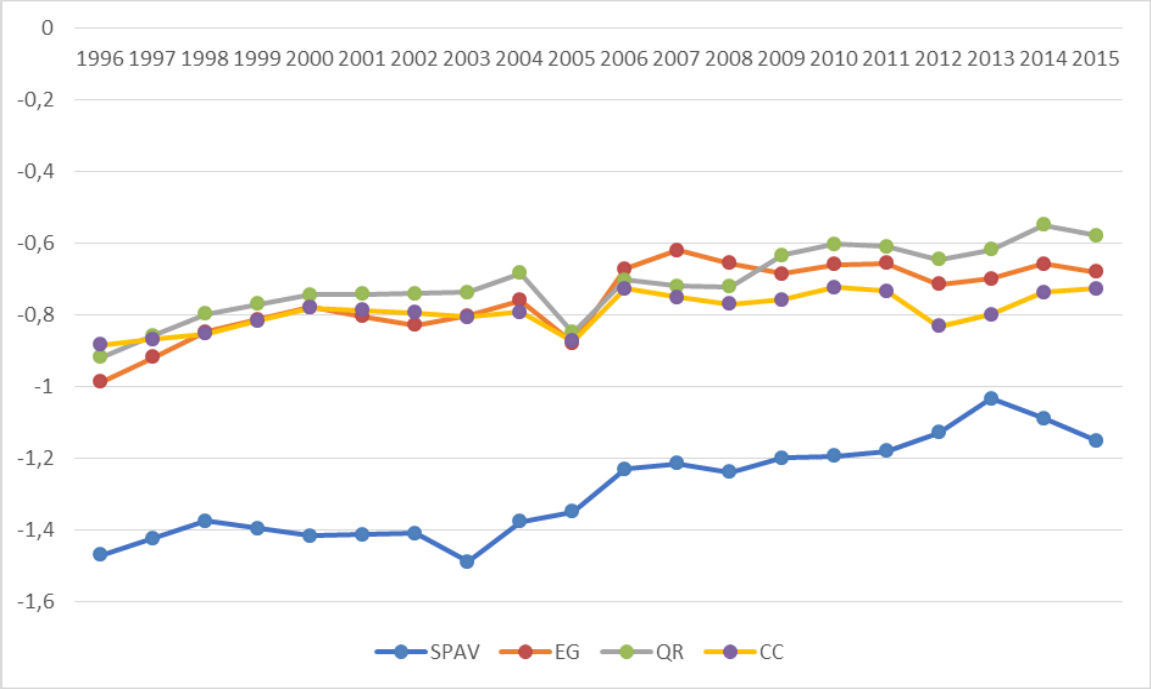
Source : Nous-mêmes à partir de données de la banque mondiale (base de donnes en ligne des indicateurs de la bonne gouvernance dans le monde WGI)

Sur ce graphique, il ressort que toutes les variables de la bonne gouvernance de la région de l'Afrique de l'ouest suivent le même sens et toutes ses valeurs sont encore négatives. Les perturbations de ces valeurs sont souvent des guerres civiles, des conflits dont les causes principales sont les conditions de vie des populations.

1.4. Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique du de l'Est

Depuis plusieurs années, les pays de l'Afrique de l'est ont connu des instabilités politiques répétitives accompagnées par des niveaux élevés de la corruption. De cet effet, à l'aide d'un graphique, les indicateurs de la bonne gouvernance évoluent de la façon suivante :

Graphique 4 : Evolution des indicateurs de la bonne gouvernance dans le groupement des pays de l'Afrique de l'Est



Source : Nous-mêmes à partir de données de la banque mondiale (base de donnes en ligne des indicateurs de la bonne gouvernance dans le monde WGI)

Le graphique ci-dessus montre l'évolution des indicateurs de la bonne gouvernance dans le groupement des pays de l'Afrique de l'Est. Pour toute la période de l'étude, les quatre courbes se déplacent presque dans le même sens.

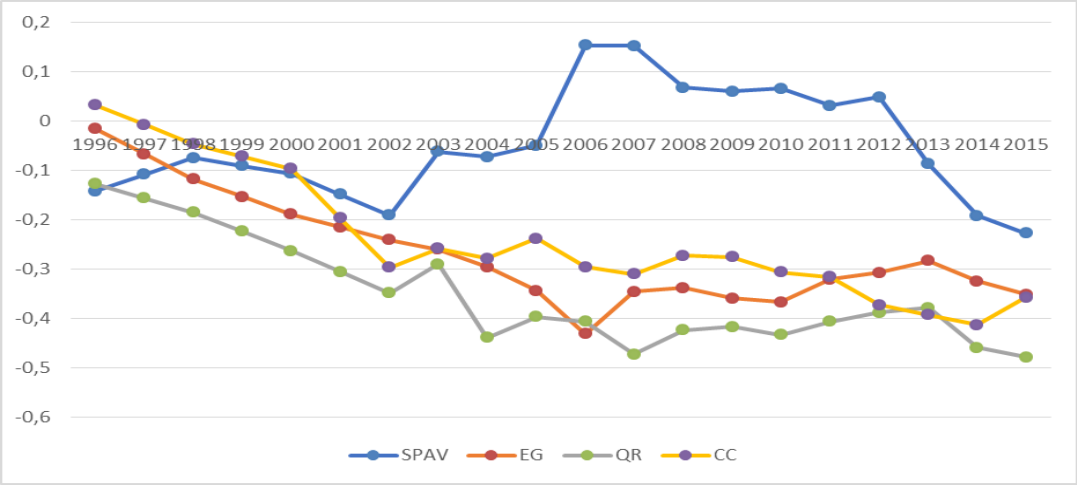
Le Burundi et le soudan sont les pays de la région qui enregistrent de mauvais scores en matière de la bonne gouvernance. Cette mauvaise gouvernance est liée à une instabilité politique qui est caractérisée par une chronologie de crises politiques qui se sont manifestées depuis la période coloniale.

De plus le processus de la bonne gouvernance en Afrique de l'Est aurait continué à subir des scores négatifs -1,48 en 2003. Cela est dû pour le Burundi par des conflits de 1996-2005 et pour le Soudan par des guerres civiles dans la région Ouest du Darfour qui avaient engendré l'une des pires crises humanitaires au monde avec des milliers de personnes tuées. Une guerre qui est habituellement représentée comme un combat entre les populations du sud non arabes et celle du nord contrôlé par le gouvernement arabe. Le combat a officiellement pris fin en janvier 2005 après une signature d'un accord de paix.

1.5. Evolution des indicateurs de la gouvernance en Afrique australe

Les indicateurs de la bonne gouvernance témoignent qu'en Afrique australe, la gouvernance est la moins mauvaise par rapport aux autres régions africaines. Le graphique suivant fournit une évolution existence de ces indicateurs de la gouvernance de la région de l'Afrique australe

Graphique 5 : Evolution des indicateurs de la bonne gouvernance dans le groupement des pays de l'Afrique australe



Source : Estimation de l'auteur fondée sur les données de la banque mondiale (base de donnes en ligne des indicateurs de la bonne gouvernance dans le monde WGI)

D'après la figure, la région australe est occupée par des pays qui ont une certaine stabilité politique par rapport aux autres pays de l'Afrique. Des fluctuations à la hausse et à la baisse se manifestent pour toutes les variables de la bonne gouvernance. Depuis 1996-2002 la courbe de la stabilité politique de la région de l'Afrique australe s'est caractérisée par une variation des variables à la baisse (-0.09 ; -0.10 ; -0.14 ; -0.19).

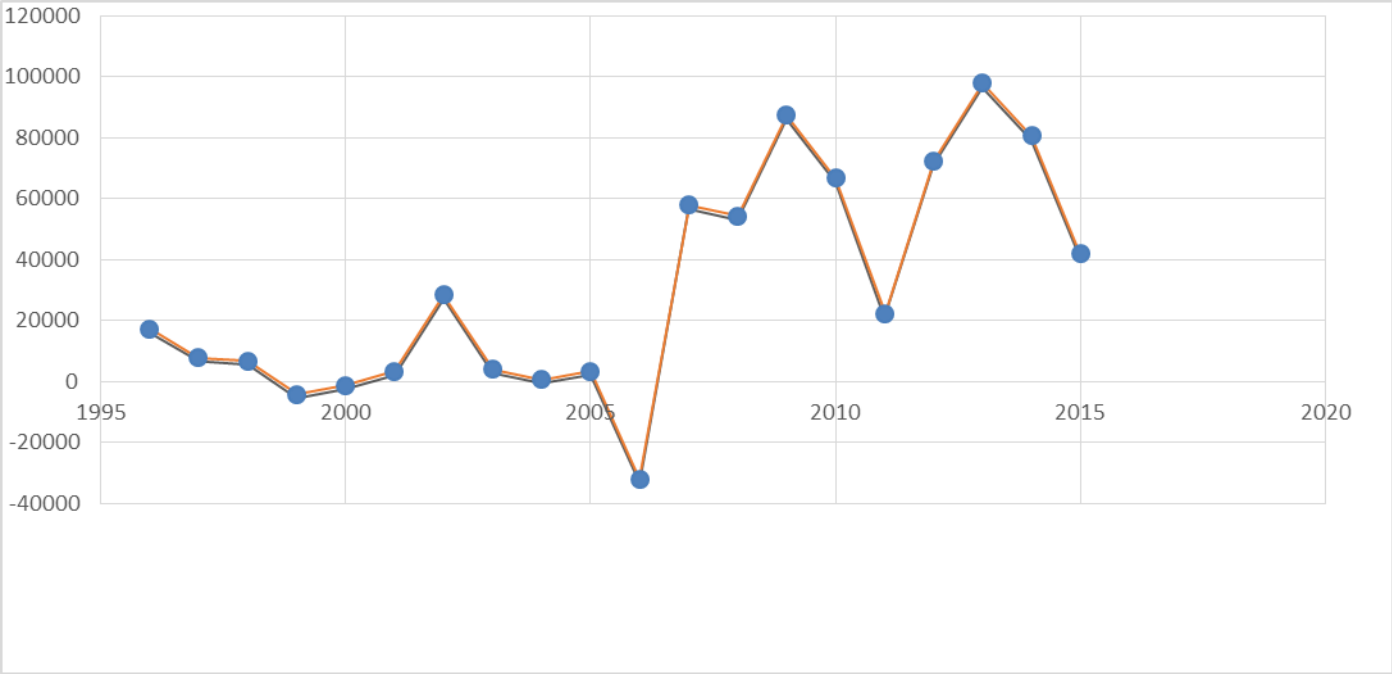
Depuis 2005 une augmentation de la stabilité politique s'est accentuée (-0,06 de score moyen en 2003 à 0,66 en 2010.

Section 2 : Evolution de la fuite des capitaux en Afrique

L'objectif cette section est de présenter l'évolution de la fuite des capitaux en Afrique sur la période de notre étude. Les analyses portent sur trente pays africains sur une période de 1996-2015. La fuite des capitaux est mesurée en millions de dollars américains.

Le graphique ci-après montre l'évolution de la fuite des capitaux en Afrique, et montre un pic en 2013.

Graphique 6 : Evolution de la fuite des capitaux en Afrique (en millions de USD)



Sources : Nous-mêmes à partir de la base de données de Boyce et Ndikumana (2015)

Une variabilité de la fuite des capitaux est mise en évidence à travers une courbe représentative sur la période de l'échantillon pour la période de 1996-2015. D'après ce graphique, l'évolution de la fuite des capitaux en provenance de l'Afrique est irrégulière. Elle suit une tendance à la hausse et en peu à la baisse.

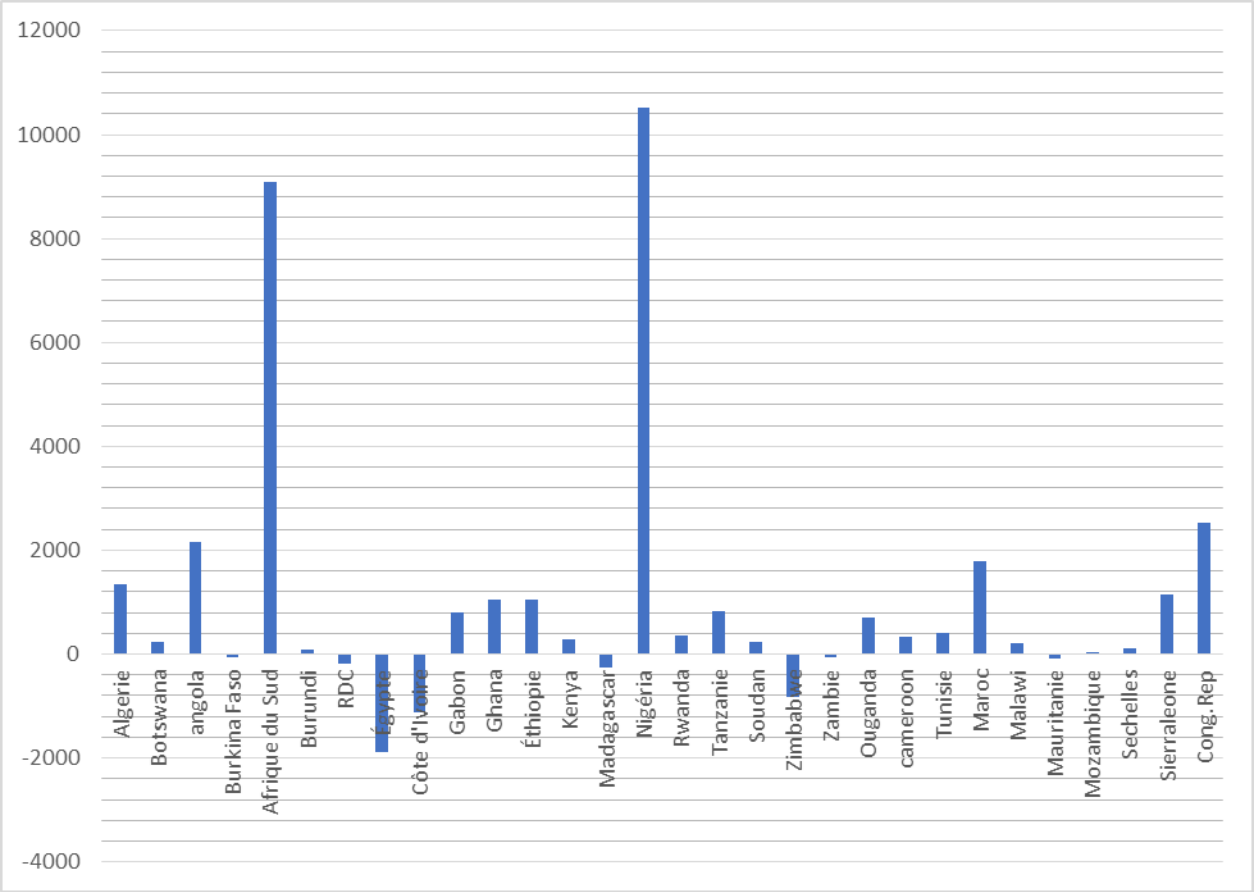
L'observation de celle-ci nous permet de faire certains constats. Sur une période de 20 ans l'Afrique a connu une sortie nette de capitaux. Pour les années 2000 et 2006, l'Afrique a enregistré un montant faible de la fuite de capitaux. Cette situation peut être expliquée par l'importance d'IDE attirée par le continent depuis les années 2000 (environ une entrée nette de 32 milliards de dollars).

Ensuite en l'année 2013, la fuite des capitaux a pris son haut niveau (97 milliards de dollars), ce qui montre que les dettes contractées à l'étranger et les dons sont détournées de façon insupportable. En revanche après 2013, les flux sortants ont commencé à chuter progressivement.

Pendant cette période, le montant des fonds qui est sorti est de loin supérieur aux montants des fonds qui est entré. Ceci s'explique par le fait que l'Afrique comprend des pays qui sont créditeurs vis-à-vis du reste du monde, c'est-à-dire qu'en termes réels le cumul de la fuite des capitaux dépasse les engagements des pays (Boyce et Ndikumana 2012).

Le graphique suivant nous montre les moyennes de la fuite des capitaux dans les pays sur lesquel porte notre travail.

Graphique 7 : Evolution moyenne de la fuite des capitaux par pays (en millions de dollar)



Sources : Nous-mêmes à partir de la base de données de Boyce et Ndikumana (2015)

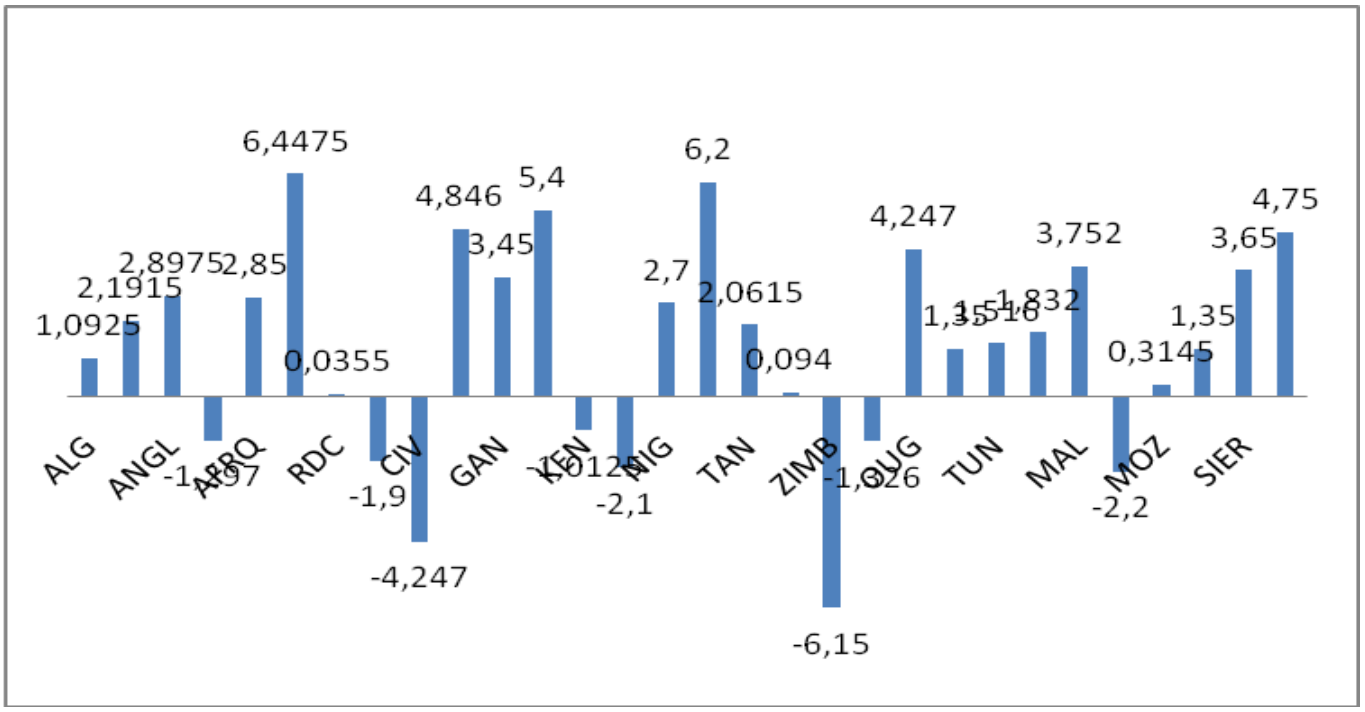
D'après le graphique, nous constatons que la fuite des capitaux en Afrique occupe une place plus importante. Le montant le plus élevé de la fuite de capitaux est observé pour le Nigéria qui occupe le premier rang en Afrique et 10ème rang au niveau mondial avec une somme de 10,5milliards (moyenne annuelle), suivi par l'Afrique du Sud avec une somme environ de 9 milliards de dollars et puis Angola, Algérie, République du Congo, Maroc (Ndikumana et Boyce 2012).

S'agissant des variables négatives (rapatriement des capitaux), seuls les sept pays (RDC, Egypte, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mauritanie, Zimbabwe et Zambie) sur 30 pays en bénéficient. Ces pays ont enregistré des entrées nettes de capitaux de plus de 182 millions, 1,8 milliards,1,1 milliards, 253 millions, 81 millions, 835 millions et 53 millions respectivement durant la période 1996-2015.

Souvent pour apprécier la portée de la fuite des capitaux il est important de comparer son ampleur avec des variables macroéconomiques comme le PIB (Ndikumana et Boyce 2012). Le premier constat à tenir en compte est que l'ampleur de la fuite des capitaux mesurée en termes du pourcentage du PIB n'est pas élevée dans les pays qui enregistrent d'importantes fuites des capitaux en termes absolus.

Le graphique suivant montre le niveau de la fuite des capitaux des pays en pourcentage du PIB

Graphique 8 : Ratio de la fuite des capitaux (en pourcentage du PIB de 1996-2015)



Sources : Nous-mêmes à partir des données de Boyce et Ndikumana 2015

La figure précédente nous renseigne que, même si un pays expose des fuites des capitaux au reste du monde, l'ampleur de ce fléau dépendra de la taille de l'économie. Ici nous remarquons que le Nigeria qui est le pays qui se classe en premier en termes constants, fait 2,7% comme ratio de la fuite de capitaux en pourcentage du PIB alors que des pays comme le Burundi, le Rwanda, République du Congo, Gabon, Mali, Ethiopie connaissent des ratios plus élevés en pourcentage de leurs PIB (6,4% ; 6,2% ; 4,75% ; 4,8% ; 3,7% ; et 5,5% respectivement).

Conclusion du chapitre

Au terme de ce chapitre, il a été question de faire une analyse descriptive de l'évolution des variables faisant l'objet de notre étude pour le cas des pays africains. Le Nigéria et l'Afrique du Sud forment des pays qui enregistrent une somme importante de la fuite des capitaux. Ils représentent en moyenne 10,5 et 9,09 milliards de dollars respectivement qui fuient chaque année. Exprimé en pourcentage du PIB, le constat est que l'ampleur de ce fléau dépendra de la taille de l'économie.

L'observation de ces graphiques ne nous permet pas de déterminer la relation entre la gouvernance et la fuite des capitaux sur toute la période choisie. C'est pour cela que dans le chapitre qui suit, nous avons fait une analyse économétrique à l'aide des panels dynamiques pour tester l'impact de la gouvernance sur la fuite des capitaux.

CHAPITRE III : GOUVERNANCE ET FUITE DES CAPITAUX : ANALYSE ECONOMETRIQUE

Introduction

D'après la littérature économique, les chercheurs ont essayé de procéder par diverses manières pour analyser l'impact des variables de la gouvernance sur la fuite des capitaux. Le but de ce chapitre est de présenter des résultats à l'aide des estimations faites sur des données de panel. Notre objectif ici est de confirmer ou d'infirmer les nos hypothèses de départ.

Section 1 : Approche méthodologique et définition des variables

L'objet de cette section est de présenter la méthodologie, de justifier le choix de l'échantillon et des variables utilisés dans cette étude.

1.1. Méthodologie

Les données de panel permettent de faire une analyse en double dimension : une dimension individuelle, ici spatiale puisque les individus observés sont les pays, et une dimension temporelle. L'analyse de telles données permet de distinguer un "effet pays" et un "effet temporel" dans les phénomènes étudiés.

Pour notre cas, les estimations en données de panel sur la relation entre la gouvernance et la fuite des capitaux présentent un certain nombre d'avantages. Elles fournissent non seulement les éléments d'analyse de la relation entre la gouvernance et la fuite des capitaux mais aussi l'évolution de cette relation dans le temps.

Pour mieux appréhender l'impact de la fuite de la gouvernance et la fuite des capitaux et pour contourner les critiques essuyées par les études en panel concernant les problèmes d'endogénéité, l'utilisation des techniques économétriques plus performantes dans l'étude de l'impact de gouvernance et fuite des capitaux s'est alors imposée.

Aussi, parmi les modèles utilisant des données de panel, on distingue deux types de modèles : les modèles statiques et les modèles dynamiques.

Les modèles statiques sont caractérisés par des modèles à effets individuels. Ces effets peuvent être fixes ou aléatoires. Les modèles à effets fixes reposent sur l'hypothèse qu'il y a corrélation entre les caractéristiques individuelles inobservées et les variables explicatives.

Quant aux modèles à effets aléatoires, l'hypothèse suppose que les caractéristiques individuelles inobservées ne sont pas corrélées aux variables explicatives. Ces modèles permettent de tenir compte dans l'estimation avec des données de panel le fait que les résidus associés à un même individu aux différentes dates d'observation sont corrélés. L'idée de cette modélisation est que les trois effets ne s'exercent plus sur la constante du modèle, mais véritablement sur la perturbation aléatoire ε. Cette méthode vise ensuite à préciser ces effets pour en tenir compte afin d'affiner l'estimation. La particularité du modèle à effets aléatoires est que, contrairement au modèle à effets fixes, la variation entre les pays, est supposée être aléatoire et non corrélée avec la variable expliquée ou avec les variables indépendantes incluses dans le modèle.

Ce modèle à effet aléatoire est utilisé aussi au cas où on a des raisons à croire que les différences entre les entités ont une certaine influence directe sur la variable dépendante. Il suppose l'existence d'une perturbation aléatoire propre à chaque pays. Cette perturbation est constante dans le temps.

De façon simplifiée, ce modèle à effets individuels en panel peut aussi s'écrire comme suit :

$$Y_{it} = \alpha_i + \beta' X_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec i=1, 2, ……N et t=1, 2, ……T où N représente le nombre des individus et T le nombre de périodes. Y_{it} est la variable expliquée; X_{it} est le vecteur des variables explicatives; β' est le vecteur des coefficients ; ε_{it} est le terme d'erreurs; α_i sont les effets individuels lesquels captent les caractéristiques spécifiques de la i^{ième} individu mais constants dans le temps.

Avant de passer à l'estimation du modèle en données de panel, il convient de vérifier d'abord, la spécification homogène ou hétérogène du processus générateur de données, testant l'égalité des coefficients du modèle étudié dans la dimension individuelle.

L'utilisation des tests suivants d'homogénéité, d'effets fixes, d'effets aléatoires, de Hausman, de Breush Pagan.

La procédure du test d'homogénéité a été développée par Hsiao (1986). C'est une procédure séquentielle comportant trois étapes :

Première étape : Test d'homogénéité globale

Soient les modèles suivants :

$Y_{it} = \alpha_i + \beta' X_{it} + \varepsilon_{it}$ (Modèle non contraint : hétérogénéité totale)

$Y_{it} = \alpha + \beta' X_{it} + \varepsilon_{it}$ (Modèle contraint : homogénéité totale)

On formule les hypothèses suivantes :

$H_0 : \alpha_i = \alpha, \beta_i = \beta$ (homogénéité totale)

$H_1 : \alpha_i \neq \alpha, \beta_i \neq \beta$ (hétérogénéité totale)

La statistique utilisée est celle de Fisher : $F^* = \dfrac{(SCR_C - SCR_{NC})/(N-1)(K+1)}{SCR_{NC}/(NT - NK - N)}$: la statistique calculée de Fisher.

Avec : SCR_C la somme des carrées résiduelles du modèle contraint ; SCR_{NC} la somme des carrées résiduels du modèle non contraint ($SCR_{NC}=\sum SCR_i$) ; N le nombre d'individus ; T la période et K le nombre des coefficients β.

Soit $F_{(d1, d2)}$ la statistique tabulée ou théorique de Fisher avec respectivement d1 et d2 les degrés de liberté du numérateur et du dénominateur. Si $F^* < F_{(d1, d2)}$: H_0 est acceptée. Au contraire, H_0 est rejetée. Si H_0 est acceptée, on a le modèle homogène ou panel Pooled. Si au contraire on rejette H_0, on va aller à la deuxième étape pour chercher la source de l'hétérogénéité.

Deuxième étape : Test d'homogénéité des coefficients βi

Hypothèses :

$H_0 : \alpha_i \neq \alpha_j, \beta_i = \beta$ (Modèle à effets individuels)

$H_1 : \alpha_i \neq \alpha_j, \beta_i \neq \beta_j$ (hétérogénéité totale)

La statistique calculée de Fisher est : $F^* = \dfrac{(SCR_C - SCR_{NC})/(N-1)K}{SCR_{NC}/(NT - NK - N)}$ avec SCR_C la somme des carrées résiduels du modèle contraint (Modèle à effets individuels).

Si $F^* < F_{(d1, d2)}$: H_0 est acceptée. Au contraire, H_0 est rejetée. Si H_0 est acceptée, l'hétérogénéité ne provient pas des coefficients β, on va aller à la troisième étape pour tester l'homogénéité des constantes α_i. Si au contraire on rejette H_0, alors les coefficients β sont hétérogènes.

Troisième étape : Test d'homogénéité des constantes α_i

Hypothèses :

$H_0 : \alpha_i = \alpha, \beta_i = \beta$ (homogénéité totale/ Modèle homogène)

$H_1 : \alpha_i \neq \alpha_j, \beta_i = \beta$ (Modèle à effets individuels)

La statistique calculée de Fisher est : $F^* = \frac{(SCR_C - SCR_{NC})/(N-1)}{SCR_{NC}/(NT-K-N)}$ avec SCR_C la somme des carrées résiduels du modèle contraint (Modèle homogène) et SCR_{NC} celle du modèle non contraint (Modèle à effets individuels).

Si $F^* < F_{(d1, d2)}$: H_0 est acceptée. Au contraire, H_0 est rejetée. Si H_0 est acceptée, on a le modèle homogène ou Pooled. Si au contraire on rejette H_0, alors les coefficients β sont homogènes et les constantes α sont hétérogènes. Alors, dans ce dernier cas, l'hétérogénéité provient des constantes α et on a le modèle à effets individuelles.

En effet le test de Hausman est utilisé dans le choix d'un de ces deux modèles

Ce choix est rendu possible par ce test. Ce test sert à discriminer les effets fixes et aléatoires des effets individuels dans un modèle des données en panel. Le modèle à effets fixes suppose que les effets individuelles α_i sont réparties dépendamment des variables explicatives ($E(\alpha_i, X_{it}) \neq 0$). Au contraire, pour le modèle à effets aléatoires, les effets individuelles α_i sont réparties indépendamment des variables explicatives ($E(\alpha_i, X_{it}) = 0$).

Pour ce test, les hypothèses sont formulées de manière suivante :

$H_0 : E(\alpha_i, X_{it}) = 0$ (modèle à effets aléatoires)

$H_1 : E(\alpha_i, X_{it}) \neq 0$ (modèle à effets fixes)

Sous l'hypothèse nulle, les effets individuels sont aléatoires, alors la méthode adéquate pour l'estimation est la Méthode des Moindres Carrés Généralisés (MCG). Au contraire, sous l'hypothèse alternative, les effets individuels sont fixes et l'estimateur adéquat est l'estimateur intra-individuel (Within estimator ou l'estimateur LSDV).

La statistique du test de Hausman est le suivant :

$H = (\widehat{\beta}_{MEF} - \widehat{\beta}_{MEC})'\left[\widehat{V}\widehat{\beta}_{MEF} - \widehat{V}\widehat{\beta}_{MEC}\right]^{-1}(\widehat{\beta}_{MEF} - \widehat{\beta}_{MEC}) \to \chi^2(k)$: Cette statistique suit la distribution du chi-deux à k degrés de liberté.

La règle de décision est que si la probabilité associée à la statistique de Hausman est inférieure au seuil choisi, en général 5%, on rejette l'hypothèse nulle H_0 on opte pour le modèle à effets fixes. Au contraire, si cette probabilité est supérieure au seuil choisi, H_0 est acceptée et le modèle valable est celui à effets aléatoires.

Si le choix est un modèle à effets aléatoires, il faut ensuite tester la présence ou non des effets aléatoires dans le modèle en utilisant le test de Breusch-Pagan car ce test connu aussi sous le nom de Multiplicateur de Lagrange permet de valider empiriquement le choix d'une structure à erreurs composées.

Les hypothèses sont les suivant :

H_0 : $\sigma_\alpha^{\ 2} = 0$ (Absence des effets aléatoires)

H_1: $\sigma_\alpha^{\ 2} \neq 0$ (Présences des effets aléatoires)

Enfin notons que les modèles statiques ne sont pas performants dans une situation où il ya une période qui est petite par rapport nombre d'individus (T<N). En plus le fait que ces modèles donnent des implications sans tenir compte des fluctuations des variables dans le temps, nous avons fait recours à l'utilisation des modèles dynamiques**.**

Pour le modèle dynamique, les grandes lignes de la motivation pour les utiliser se retrouvent chez Arrelano et Bond (1991) et Blundell et Bond (1998).

Ce modèle va nous aider à régler le problème d'endogénéité, de multi colinéarité, ... Elle permet de régler non seulement l'endogénéité au niveau de la variable fuite de capitaux mais aussi au niveau des autres variables explicatives pour l'utilisation d'une série des variables instrumentées générées par les retards des variables. Cette méthode ne permet de corriger l'endogénéité au sens fort mais aussi au sens faible. Plus précisément, il est supposé que les variables explicatives soient faiblement exogènes c'est à dire qu'elles peuvent affectés par des réalisations actuelles et passés de la fuite des capitaux et doivent être non corrélés avec des réalisations futures des termes d'erreur.

Les modèles dynamiques se caractérisent par la présence d'une ou des variables retardées de la variables dépendante parmi les variables explicatives.

Dans ce modèle la présence de la variable retardée ne permet pas d'utiliser des techniques économétriques comme MCO par exemple.

Il existe deux méthodes d'estimation alternatives : la méthode d'Arrelano et Bond (1991) et celle de Blundell et Bond (1998).

Arrelano et Bond (1991) proposent une estimation en différence dont le but est d'éliminer un éventuel biais des variables. Les différences des premières des variable les explicatives sont son instrumentes par les valeurs retardées en niveau de ces mêmes variables. Le but est de réduire des problèmes de simultanéité.

Blundell et Bond (1998) ont montré à l'aide des simulations de Monte Carlo que l'estimateur des GMM système est plus efficient que l'estimateur GMM en différence. Ce dernier produit des estimateurs biaisés pour les petits échantillons.

L'efficacité de l'estimation GMM repose sur la validité des deux tests. Le test de Sargan qui permet de tester la validité de la variable retardée que nous utilisons comme instruments. Le test d'Arrelano et Bond où l'hypothèse nulle est l'absence d'autocorrélation des erreurs au second ordre de l'équation différence. Pour ces tests, les hypothèses formulées sont les suivantes :

Pour le test de su identification :

H_0 : $E(Z'_{it}(Y_{it} - \tilde{\beta}X_{it})) = 0$ (Les instruments ne sont pas valides ou ils ne sont pas orthogonaux)

H_1 : $E(Z'_{it}(Y_{it} - \tilde{\beta}X_{it})) \neq 0$ (Les instruments sont valides ou ils sont orthogonaux)

Pour le test d'autocorrélation :

H_0 : $E(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{it-2}) \neq 0$ (Présence d'autocorrélation sérielle d'ordre 2)

H_1 : $E(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{it-2}) = 0$ (Absence d'autocorrélation sérielle d'ordre 2)

Rejeter ou accepter l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation d'ordre 2 des séries des résidus provient de la comparaison entre la probabilité trouvée et le seuil choisi. Si cette probabilité est inférieure au seuil, H_0 est rejetée et il y a absence d'autocorrélation sérielle d'ordre. La valeur élevée de la probabilité par rapport au seuil permet de conclure que les séries des résidus ne sont pas corrélées d'ordre 2.

1.2 .Choix de l'échantillon et description des variables du modèle

Afin de cerner l'impact de la gouvernance sur la fuite des capitaux, nous nous inspirons du modèle utilisé dans les travaux d'Olfa Kharrat (2013) qui a étudié le lien entre la fuite des capitaux, la gouvernance, les facteurs institutionnels et les variables macroéconomiques sur un échantillon de 40 pays émergents selon la classification de la Banque Mondiale.

Le modèle à estimer est sous la forme d'une combinaison linéaire entre les variables :

FCR(% du PIB) $= F(TC, DET, GOV, VTCH, TOUV, IDE, INFL)$

Avec :

FCR = fuite des capitaux réels

TC : taux de croissance du PIB

DET : dette extérieure

GOV = vecteur des indicateurs de la gouvernance.

VTCH= variation du taux de change

INFL= inflation

Compte tenu de ces variables que nous avons l'équation de régression est la suivante :

$$FC_{it} = \gamma FC - 1 + \beta 1TCit + \beta 2DETit + \beta 3GOVit + \beta 4VTCHit + \beta 5TOUVit + \beta 6INFL + \beta 6IDEit + \varepsilon it$$

$ß_1$ ..... $ß_7$: les coefficients

Ɛit : terme d'erreur

Le choix de ces variables explicatives a été guidé par la revue de littérature décrite précédemment et des contraintes de données. Notre échantillon est donc composé de 30 pays africains [11] sur des périodes annuelles allant de 1996 à 2015.

Les données quantitatives utilisées dans ce travail proviennent de la base de données de la Banque Mondiale (WDI 2018) ainsi que de la base de données de Ndikumana et Boyce (2015).

Toutes les variables macroéconomiques sont comparables pourcentage du PIB réel et sont libellées en dollar américains (USD).

- **Le taux de croissance du PIB (Tc)**

Le PIB qui est le produit intérieur brut se définit de trois manières à savoir l'équilibre comptable, c'est la somme des biens et services produits par des unités résidentes pour des emplois, par la somme des valeurs ajoutées produites par les branches de l'économie plus les impôts et les produits mois les subventions sur les produits car la valeur ajoutée est mesurée par le prix de base. Enfin par la somme des rémunérations des salaires versés par les unités résidantes.

Alors le taux de croissance du PIB est la mesure de l'évolution relative du PIB entre deux périodes distinctes

- **Dette extérieure (Dext)**

Elle se définit comme l'ensemble politique et commercial selon le dictionnaire petit Robert désignant l'ensemble des dettes contractées par les Etats avec le reste du monde. A cela les investisseurs anticipent une hausse future des impôts et cherchent à conserver leur patrimoine en la plaçant à l'extérieur.

[11] AFRIQUE DU SUD, ALGERIE, ANGOLA, BOTSWANA, BURKINA-FASO, BURUNDI, CAMEROUN, COTE D'IVOIRE EGYPTE, ETHIOPIE, GABON, GHANA, KENYA, MADAGASCAR, MAROC, MALAWI, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, NIGERIA, OUGANDA, RDC, REPUBLIQUE DU CONGO, RWANDA, SEYCHELLES, SIERRA LEONE, SOUDAN, TANZANIE, TUNISIE, ZAMBIE, ZIMBABWE

- **Ouverture commerciale (Touv)**

Il est mesure le ratio des exportations et des importations sur le PIB en % (X+M) /PIB. Il est estimé par l'intensité commerciale mesurée par le rapport de la somme des exportations et des importations dans le PIB. Ce rapport est souvent interprété comme la quantification des restrictions commerciales. A générale l'impact de l'ouverture commerciale est lié au type de l'investissement étranger.

- **Variation du taux de change (Vtch)**

De façon générale le taux de change est un prix qu'il faut payer pour acquérir des monnaies étrangères et, par leur biais, pouvoir acquérir des marchandises à l'étranger. Pour pallier la variabilité fréquente des taux de change des différentes monnaies. L'on considère souvent le taux de change multilatéral appelé « le taux de change effectif réel ».

Le taux de change effectif réel indique donc le rapprochement entre la monnaie des pays partenaires retenus. De plus, il établit une relation entre les différentiels existant entre la d'inflation domestique et le taux d'inflation étranger (composite)

- **Investissement Direct Etranger (Ide)**

Les investissements directs étrangers appelés aussi par OCDE comme des mouvements internationaux de capitaux pour créer, réaliser ou développer ou maintenir une filiale à l'étranger ou pour exercer le contrôle ou une influence significative sur la gestion d'une entreprise étrangère

Ils constituent l'un des principaux moteurs de la multinationalisation des entreprises et recouvrent aussi des bien la création des filiales Leur effet sur la croissance est significatif pour les pays d'accueil sur celui de la transférabilité des facteurs de production ou bien de la technologie.

Pour notre cas, nous allons prendre en considération des flux nets des 'investissements directs étrangers des pays d'accueils en pourcentage du produit intérieur brut.

- **Le taux d'Inflation (Infl)**

Le taux d'inflation se définit comme étant la hausse générale et cumulative des prix nominaux sur une période donné (D. CLERG, 1984). Elle ne se rapporte pas à des variations des prix relatifs mais à des variations des prix absolus. Ce taux est mesuré par la croissance annuelle de l'indice des prix à la consommation. Il est utilisé comme proxy pour mesurer la stabilité macroéconomique globale.

A part les variables macroéconomiques nous avons aussi utilisé les variables de la gouvernance. Ces derniers sont composés par les indicateurs de la bonne gouvernance

Ils sont entre autres : Voix et responsabilité, la stabilité politique, efficacité du gouvernement, la qualité de la règlementation, Etat de droit et contrôle de la corruption qui sont présentées dans leurs unités normales standard allant de -2,5 et +2,5.

Mais pour notre travail, nous avons choisi parmi les six indicateurs ceux qui influencent le monde économique des affaires. Il s'agit de quatre indicateurs á savoir :

- **Stabilité politique et absence de violence (Spav)**

Cet indicateur mesure la probabilité du changement violent du régime ou de gouvernement ainsi que des menaces graves à l'ordre public, y compris le terrorisme. Plus il est élevé plus la stabilité politique est grande. Il est expliqué par les aspects suivants : les conflits armes, les coups d'Etats, les troubles sociaux, les changements constitutionnels, les tensions ethniques, …

- **Efficacité du gouvernement (Eg)**

Il s'agit d'une mesure de la compétence de la bureaucratie publique et de la qualité des services publics. Cette variable est expliquée essentiellement par les aspects suivants : la qualité des politiques publiques, la qualité du personnel gouvernemental, l'habilite du gouvernement à concevoir des nouveaux programmes, la qualité des services fournis par l'Etat la prévisibilité des changements au niveau des règles et des lois, la transparence au niveau des décentralisations, la compétence du personnel du secteur public relativement aux compétences du personnel appartenant au secteur privé, le gaspillage au niveau du secteur du gouvernement, le degré d'exposition de services publics aux interférences politiques.

- **Qualité de règlementation administrative (Qr)**

Cet indicateur mesure les entraves règlementaires aux fonctionnements des marchés, il comprend les aspects suivants : le degré de l'interventionnisme du gouvernement dans l'économie, le contrôle des prix et des salaires, les politiques commerciales (barrières tarifaires et non tarifaires au commerce), la qualité de la réglementation financière et son appui à l'investissement domestique et étranger, l'efficacité des mesures régulatrices qui s'appliquent aux exportations, le contrôle des prix, la libéralisation des prix, les régulations concernant le commerce extérieur les politiques des concurrences, le degré de dominances des entreprises publiques sur l'activité économique, l'efficacité de la politique fiscale

- **Le contrôle de la corruption (Cc)**

Cet indicateur mesure l'usage des prérogatives du pouvoir à des fins personnelles, en particulier l'enrichissement des individus disposant d'une position de pouvoir. Il est expliqué par les aspects suivants : les aspects des initiatives anticorruption, la corruption au niveau de l'administration publique, la corruption au niveau du système politique comme entrave à l'investissement étranger, la fréquence des paiements additionnels pour obtenir un service.

Le tableau suivant décrit les sources des variables indépendantes utiles pour tester l'ampleur de la gouvernance sur la fuite des capitaux. De plus, il présente les signes attendus pour ce travail. Avoir un signe positif de ces indicateurs par exemple, la stabilité politique et absence de violence (SPAV) signifie que l'instabilité politique influence positivement la fuite de capitaux.

Tableau 3 : Sources des données et signes attendus

Le tableau suivant fournit les sources des variables et les signes de ces variables que nous attendons dans les estimations.

Variables indépendantes	**Signes attendus**	**Sources des données**
TAUX DE CROISSANCE	-	World Bank data
INFLATION	+	World Bank data
TAUX DE CHANGE	-	Word Bank data
DETTE EXTERIEURE	+	World Bank data
OUVERTURE COMMERCIAL	-	World Bank data
INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER	-	OCDE
STABILITE POLITIQUE ET ABSENCE DE VIOLENCE	-	WDI
EFFICACITE DU GOUVERNEMENT	-	
QUALITE REGLEMENTATION	-	WDI
CONTROLE DE CORRUPTION	-	WDI

Source : Construit par l'auteur

Section 2 : Analyse économétrique des résultats

L'objectif de cette section est de mener une étude économétrique des résultats de notre travail. Elle sera consacrée dans un premier temps à donner des statistiques descriptives concernant toutes les variables. Dans un second temps, sera présenté les principaux résultats des estimations effectuées et leurs interprétations afin de conclure la validation empirique.

2.1. Statistiques descriptives des variables

Les statistiques descriptives de la variable endogène et les variables explicatives ainsi que les corrélations entre les différentes variables sont présentées dans les tableaux suivants :

Tableau 4 : Statistiques descriptives des variables

Variables	Observations	Mean	Std dev	Min	Max
FC	594	944,5776	5004,152	-18813,43	46817,25
INFL	553	21,27853	180,7893	-8,484249	41,45
TOUV	600	50,18885	25,09495	4,954	156,8446
Tc	600	4,665811	4,40749	-20,59877	26,41732
TChng	592	26,06339	205,5193	-100	4555,217
DET (%PIB)	580	63,71648	54,79578	2,555617	358,8032
IDE (%PIB)	600	3,84002	5,983192	-8,70307	57,83755
SP	600	-0,648884	0,8966109	-2,844653	1,28206
EG	600	-0,619267	0,579057	-1,884151	1,020496
QR	600	-0,600255	0,5856411	-2,297536	0,8042418
CC	600	-0,612843	0,5705549	-1,722926	1,216737

Sources : Nous-mêmes à partir des données sous STATA 13

Ce tableau présente une synthèse des principales statistiques descriptives des variables de notre étude. On constate que la moyenne de la fuite des capitaux pour l'ensemble des pays est de 944,5776 millions de dollars. Sa valeur minimum est de -18, 81343millions (entrées net de capitaux) sur notre période d'étude alors que la valeur maximale est 46, 81725 millions.

Nous remarquons aussi au niveau des moyennes des variables de la gouvernance que les scores sont (-0,648884 ; -0,619267 ; -0,600255 ; -0,612843) respectivement d'où une mauvaise gouvernance car les scores évoluent entre -2,5 et 2,5. Il aurait une bonne gouvernance une fois les scores sont compris dans l'intervalle de 0 à 2,5.

Le nombre d'observations n'est pas identique pour les variables, ceci s'explique par le manque de données sur quelques périodes.

2.2. Etude des corrélations entre les variables du modèle

Le tableau ci-dessous montre la corrélation entre la fuite des capitaux et les autres variables de la bonne gouvernance et les variables macroéconomiques.

Tableau 5 : Etude de corrélations entre les variables

	Fc	Cc	Qr	Eg	Spav	infl	Tc	Touv	Tchg	Dext	Ide
Fc	1.000										
Cc	-0.0462	1.000									
Qr	-0.0775	0.7831	1.000								
Eg	-0.0935	0.8510	0.8801	1.000							
Spav	0.0316	0.6649	0.7214	0.6664	1.000						
Tinfl	0.0221	-0.095	-0.142	-0.101	-0.129	1.000					
Tc	0.1375	0.022	-0.009	0.0228	-0.006	0.0579	1.000				
Touv	-0.0803	0.2953	0.3177	0.3095	0.3796	0.1045	-0.010	1.000			
Tchg	0.0220	-0.091	-0.139	-0.098	-0.127	0.9864	0.0438	0.1045	1.000		
Dext	0.0147	-0.249	-0.320	-0.291	-0.187	0.1687	-0.235	-0.063	0.1751	1.000	
Ide	0.1898	0.0817	-0.104	-0.133	0.0326	0.0209	0.0881	0.223	0.0332	0.0396	1.000

Source : Nous même partir des données sous stata 13

Cette matrice de corrélations prédit que la fuite des capitaux est corrélée positivement et négativement avec les indicateurs de la gouvernance. En effet il est remarquable qu'il y a présence des relations positives et négatives entre la variable dépendante et les autres variables macroéconomique. Une relation positive est manifestée entre la fuite des capitaux et la stabilité politique et l'absence de violence. Cette sorte de la qualité de la gouvernance s'explique par la qualité des institutions et l'instabilité politique qui règne pendant les années dans les pays africains ou encore les niveaux élevés de la corruption et la faible protection des droits.

Nous remarquons une relation positive FC et INFL (**0.0221**). Ce résultat est similaire à ceux de Boyce et Ndikumana (2002). Il trouve une relation positive ente la fuite des capitaux et le taux d'inflation, ce qui rend les investisseurs porteurs des flux financiers une incertitude liée à la perte de leur pouvoir d'achat de ses avoirs.

Nous remarquons encore une corrélation entre EG et les autres indicateurs de gouvernance. Ces résultats témoignent les résultats obtenus dans les travaux de Kaufman et Kraay (1998).

Nous constatons une relation positive de **0.1375** entre le taux de croissance et la fuite des capitaux Ce résultat est semblable avec ceux de Michelson (1991).

Il y a aussi une relation négative et positive entre IDE et les variables de la gouvernance 0.0817, -0.1047, -0.1338, 0.0326 respectivement. Ce qui rend le marché en Afrique à être le marché à risque pour les investisseurs étrangers.

Une relation positive est obtenue entre le taux de change et la fuite des capitaux. Les résultats sont comme ceux trouvés par Kuddington (1996), pour dire que la surévaluation du taux de change affecte positivement la fuite des capitaux.

Nous remarquons enfin que la corrélation située entre le taux d'ouverture commerciale et la gouvernance. Cette corrélation positive reflète le rôle de la gouvernance et les institutions dans la réussite de la libéralisation commerciale. Inversement l'ouverture peut influencer la gouvernance dans la mesure où la concurrence internationale incite les agents économiques pour apprendre l'expérience à apprendre de leurs partenaires commerciaux en adaptant ou imitant les règlements des institutions efficaces.

2.3. Présentation et interprétations des résultats de régressions

2.3.1. Modèles statiques

Le tableau suivant fournis les résultats utiles dans le choix entre le modèle effets à fixes et le modèles à effets aléatoires.

Tableau 6 : Résultats des modèles statiques

Variables	**Modèles à effets aléatoires**		**Modèles à effets fixes**	
Variables	Coefficient	Ecart-type	Coefficient	Ecart-type
Infl	0.005458 (0.784)	0.0199454	0.32959 (0.866)	0.0195913
TOUV	-0.0263141 (0.611)	0.518004	0.421049 (0.525)	0.0662429
Tc	0.6101208 (0.001)	0.1753217	0.5632009 (0.001)	0.1759111
VTC	-0.24022 (0.893)	0.0177972	-0.862 (0.961)	0.174613
DEXT	0.112388 (0.045)	0.0147307	0.078315 (0.0607)	0.152197
IDE	0.2808115 (0.058)	0.1479418	0.1101217 (0.465)	1.506309
SPAV	1.946025 (0.218)	1.58042	0 .129427 (0.0946)	1.893699
EG	-6.550015 (0.078)	3.714069	-2.670879 (0.525)	4.197258
QR	1.0261 (0.754)	3.278521	2.36851 (0.501)	3.518727
CC	3.491153 (0.273)	3.186699	4.631136 (0.0200)	3.609111

Plus-values	
Hausman	0.4951
Breush Pagan	0.000

Notes : La variable dépendante est la fuite des capitaux. Les termes entre parenthèses correspondent à des plus-values ***, **, * significatif au seuil de 1%, 5%, 10% respectivement.

Interprétation : Les résultats fournis par le test de Hausman indique l'existence des effets aléatoires sont prioritaires pour tous les pays car la probabilité de Fisher associée aux coefficients du test de Hausman est supérieure à 5%.

Mais pour notre cas, pour contourner les problèmes d'hétérogénéité pouvant apparaitre entre les pays de notre échantillon, nous avons opté de passer sur le modèle des panels dynamiques en utilisant la méthode des moments généralisés (GMM).

2.3.2. Modèles dynamiques

Nous procédons tout d'abord, par l'estimation de la fuite des capitaux en incluant les variables explicatives habituellement utilisés dans le modèle. Ensuite nous allons introduire chaque variable parmi les indicateurs choisis de la bonne gouvernance pour voir son effet sur la fuite des capitaux.

Les résultats de l'estimation de la fonction de la fuite des capitaux pour la méthode GMM panel dynamique se présentent dans le tableau ci-dessous :

Tableau 7 : Régressions des variables du modèle

Variables	**(1)**	**(2)**	**(3)**	**(4)**
FC_{-1}	0.483***	0,409***	0.360***	0,510***
	(0.000)	(0.000)	(0.000)	(0.000)
INFL	0,027	0.015	-0,003	0,012
	0,400	0,31	0,75	0,7
TC	1,39***	0.988***	0.88***	1,41***
	(0.000)	(0.000)	(0.001)	(0.000)
TOUV	0,106	0,128***	0,032	0,103
	(0,18)	(0,003)	0,64	(0,182)
Tchang	-0,009	-0,01***	-0,011**	-0,006
	0,62	(0.000)	(0,049)	(0,744)
DEXT	0,041	0,017	-0,007	0,021
	(0,15)	(0,63)	(0,83)	(0,43)
IDE	0.222	0,065	0,14***	0,201
	(0,21)	(0,80)	(0.000)	(0,25)
SPAV	5,9**			
	(0,03)			
EG	-20,56***	-20.72**		

	(0,002)	(0.04)		
QR	11,49*		21,83**	
	(0,06)		(0,033)	
CC	-5,201			-10,35*** (0,000)
	(0,36)			
Cons	-18,58	-20.87	8,73	-18,26
No. Of Observations	499	499	499	499
Numbers of Groups	27	27	27	27
No. Of Instruments	200	197	197	197
AR1	-1,94	-1.917	-2,19	-2,33
	(0,05)	(0,05)	(0,02)	(0,01)
AR2	0,24	0,30	0,209	0,38
	(0,809)	(0,75)	(0,83)	(0,697)
Sargan	-12,23	13,15	15.23	-8,94
	(1.000)	(1.000)	(1.000)	(1,000)

Notes : La variable dépendante est la fuite des capitaux. Les termes entre parenthèses correspondent à des plus-values ***, **, * significatif au seuil de 1%, 5%, 10% respectivement. Avec (1), (2), … (4), les résultats des estimations sur les modèles dynamiques.

D'après les estimations, il n'y a pas d'autocorrélation de second ordre des erreurs de l'équation en différence AR (2), parce que le test d'autocorrélation de second ordre d'Arellano et Bond ne permet pas de rejeter l'hypothèse d'absence d'autocorrélation de premier ordre pour toutes les estimations (1, 2, 3,4). En plus le test de Sargan indique aussi que les instruments fournis par les estimations sont des instruments valides car les probabilités sont supérieures à 5%.

Les estimations ont montré qu'il existe une relation positive entre les valeurs passées et présentes de la fuite des capitaux. Cela suggère que la fuite des capitaux tend à persister dans le temps. Ainsi, les pays qui ont un niveau élevé de fuite de capitaux dans le passé éprouvent probablement un niveau élevé dans les années ultérieures. Plus la valeur passée de la fuite des capitaux est élevée, plus une fuite massive des capitaux est probable. Ces résultats sont similaires avec celles de Ndikumana et Boyce, (2002).

En plus, nous remarquons que presque toutes les variables de la gouvernance (stabilité politique, efficacité du gouvernement, la qualité de réglementation et le contrôle de la corruption) ont des signes qui corroborent avec la littérature théorique et elles sont en général significatives.

La gouvernance induite par l'instabilité politique influence positivement la fuite de capitaux. Ce résultat ressemble à ce que nombreux auteurs ont trouvé dans le passé à l'instar de Boyce (1992), Hermes et Lensink (1992), Chipalkatti et Rishi (2001), Ndikumana et Boyce (2012), Beija (2006) et Fofack (2009), Bakare (2011).

Tous ces auteurs ont souligné que l'instabilité politique peut induire la fuite des capitaux dans la mesure que celle-ci conduit à l'instabilité macroéconomique. Ils mettent en évidence aussi le fait que le comportement du secteur public a des impacts sur les risques et l'incertitude en ce qui concerne l'environnement politique. Les résidents peuvent tenir leurs richesses à l'étranger à cause de manque de confiance à la situation domestique ou d'un niveau élevé de corruption perçue. Boyce et Ndikumana (2002, 2008, 2013) ajoutent que l'instabilité politique et la mauvaise gouvernance provoquent une mauvaise performance économique, une incertitude élevée et une dégradation du climat des affaires qui, dans l'ensemble, découragent l'investissement domestique et favorisent la fuite des capitaux.

Le contrôle la corruption est une arme de gouvernance plus efficace. Son influence négative sur la fuite de capitaux est significative au seuil de 5%. Ce résultat a été confirmé récemment dans la littérature par Andres et Asongu (2013). Une amélioration du contrôle de la corruption réduit la fuite des capitaux car la corruption affaiblit le secteur privé et réduit l'efficacité du gouvernement (Boyce et Ndikmana, 2012).

La qualité de réglementation est significative et présente un impact positif sur la fuite des capitaux. Ce résultat reflète la bonne qualité de la gestion et le bon fonctionnement du marché et des politiques adoptées comme la fixation des taux d'intérêt et des taux de change. En effet ce résultat explique l'incapacité de certains des pays de l'Afrique dans l'application des règlementations favorables aux investisseurs privés.

Quant aux variables de contrôle (taux d'inflation, taux de croissance, variation du taux de change, degré d'ouverture, IDE et la dette extérieure), nos résultats suggèrent que le taux d'inflation influence positivement la fuite des capitaux mais le coefficient associé à cette variable n'est pas significatif. Ces conclusions confirment celles de Boyce et Ndikumana (2002) dans leur travail sur la fuite des capitaux en Afrique subsaharienne.

En revanche, en Afrique le taux de croissance affecte positivement la fuite des capitaux. Le coefficient associé à cette variable est positif (pour toutes les régressions.) Sur le plan empirique ce résultat semble infirmer les travaux de Hermes et Linsk (1992), Henry (1996), Murinde (1998) Ngen'o(2000), et Olopoenia (2000).

Ensuite la dette extérieure a un effet positif sur la fuite des capitaux. Son effet n'est pas significatif. Ce résultat paraît similaire avec celui de Ndikumana et Boyce (2011) dans le cas des pays de la zone franc. Ils soutiennent que pour un dollar emprunté plus de 60% de ce dollar quittent le pays emprunteur la même année. D'après eux, son effet devient significatif sur la fuite des capitaux lorsque la dette est détournée par les fonctionnaires malhonnêtes des Etats (dette odieuse).

Concernant le taux d'ouverture commerciale**,** le coefficient associé à cette variable est plus pertinent. Cela justifie que l'ouverture commerciale favorise une forte mobilité des capitaux tout en favorisant la diversification du portefeuille des agents. Le niveau élevé du taux d'ouverture offre une meilleure opportunité de manipuler les prix du commerce déclaré et la fuite des capitaux connexes.

Conclusion du chapitre

Au cours de ce chapitre, nous avons mené une étude économétrique pouvant expliquer l'impact de la gouvernance et la fuite des capitaux en Afrique sur un échantillon de 30 pays et sur une période allant de 1996-2015.Pour ce faire nous avons pris une gamme de 10 variables pour expliquer la dépendance entre la gouvernance et la fuite des capitaux des pays africains à partir d'une estimation des méthodes de moment généralisés (GMM).

A l'aide des résultats obtenus des différentes estimations, nous avons conclu que la gouvernance des Etats africains a une influence significative sur la fuite des capitaux. L'instabilité politique qu'ont connue les Etats de l'Afrique et les niveaux élevés de corruptions sous des régimes autoritaires ont une influence positive sur la fuite des capitaux.

Autrement, nos résultats montrent que la fuite des capitaux porte une grande attention aux variables macroéconomiques telles que la dette extérieure, le taux de change, l'ouverture commerciale, les investissements directs étrangers, le taux d'inflation.

CONCLUSION GENERALE ET SUGGESTIONS

Le fléau de la fuite des capitaux a suscité l'attention de nombreux économistes. La préoccupation était axée sur la définition à donner au concept de la fuite des capitaux et la methode de quantification. Certains auteurs (Deppler et Williamson, 1987 ; Walter, 1987 ; Kindleberger, 1987) stipulent que la sortie normale des capitaux ne doit pas être considérée comme fuite des capitaux. D'après eux, la sortie normale des capitaux est basée sur la diversification du portefeuille ou sur les activités bancaires visant à acquérir des avoirs étrangers et que la fuite des capitaux est causée par la crainte des résidents, du risque et des incertitudes menaçant la tenue des richesses à l'intérieur du pays.

D'autres auteurs (Erbe ,1985 ; Banque Mondiale 1985, et Morgan Guaranty Trust Company 1986 et 1988), en revanche, rejettent cette conception et suggèrent que la fuite des capitaux concerne aussi bien la sortie normale des capitaux que la sortie anormale. Ces auteurs soulignent qu'il est difficile de séparer les sorties normales des anormales sur le plan empirique.

Mais comme il n'y a pas de définition universelle et consensuelle de la fuite de capitaux, on retrouve différentes approches concernant sa quantification mais le plus généralement utilisée est la méthode résiduelle.

La revue littérature prônait des différentes approches de certains auteurs qui mettent l'accent sur le lien entre la gouvernance et la fuite des capitaux.

Notre travail a apporté des éclaircissements sur le rôle joué par la gouvernance comme facteur explicatif de la fuite des capitaux en Afrique en faisant une analyse économétrique.

Les résultats des estimations économétriques à partir des méthodes des moments généralisées (GMM), les tests de significativité globale de Sargan et test d'autocorrélation des erreurs indiquent que les variables de la bonne gouvernance influencent significativement la fuite des capitaux. D'où nos hypothèses postulant que « la gouvernance induite par la stabilité politique de l'Afrique a un impact positif est significatif sur la fuite de capitaux » et « la non maitrise de la corruption a un impact significatif et négatif sur la fuite des capitaux » sont confirmées. En outre, la qualité de réglementation et l'efficacité du gouvernement impactent la fuite des capitaux car ces deux deniers sont influencés par les deux premiers et sont des facteurs de la gouvernance qui influencent aussi la fuite des capitaux.

Comme l'objectif de ce travail est d'étudier l'impact de la gouvernance sur la fuite des capitaux des pays africains, il a besoin d'autres appuis des futurs chercheurs. La non disponibilité des données de la fuite des capitaux pour tous les pays constitue un des limites de cette recherche. La non déclaration comme il faut, des flux entrants et des flux sortants des Etats pourrait pousser les futurs chercheurs à faire des enquêtes approfondis auprès des institutions financières internationales car ce sont elles, les bénéficiaires de ce fonds en provenance de ces Etats touchées par le phénomène.

Pour clôturer notre travail, nous aimerions exprimer des recommandations à l'endroit des Etats. Ces derniers devraient notamment :

Renforcer la capacité des institutions de contrôle et de régulation (enregistrer convenablement toute entrée et toute sortie de capitaux). Ils pourraient aussi promouvoir à la création d'emploi, apporter une grande différence dans la lutte contre la pauvreté et contribuer au développement économique par des améliorations de la gestion des ressources publiques et de la dette extérieure.

Aussi, aucun développement durable n'est possible dans un contexte de fuite massive des capitaux. De ce fait, des mesures spécifiques permettant de freiner cette hémorragie financière devraient être prises par les décideurs politiques.

Au regard des résultats trouvés aussi précédemment, nous recommandons aussi aux Etats de renforcer la qualité de la gouvernance en mettant l'accent sur la maitrise de la corruption et la stabilité politique des pays. Il faut aussi lutter contre toute forme de malversation économique et la corruption pour assurer une meilleure allocation des fonds. En fin les pays devraient instaurer des différentes politiques veillant à ce que la stabilité politique soit rétablie.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Les ouvrages généraux

- Bourbonnais (2005), *Econométrie : manuel et exercices corrigés,* 6ème édition, Dunod, paris
- Boyce J.K. and Ndikumana L. (2015): « Capital Flight from Sub-Saharan African Countries: Updated Estimates, 1970 – 2010: PERI University of Massachusett Amherst
- SEVESTRE P. (2002) : *Manuel d'économétrie des données de panel*, Dunod, Paris

Articles et revues

- Ajayi, I. S. (1997): "An Analysis of External Debt and Capital Flight in the Severely Indebted Low-Income Countries in Sub-Saharan Africa", IMFWP/97/68.
- Ajayi, I. S. (2007): "Dynamics of Capital Flight: Causes and Determinants", Paper prepared for the Senior Policy Seminaron "Capital Flight from Sub-Saharan Africa
- Asiedu Elizabeth (2002): On the determinants Foreign direct investment and natural resource. *Journal of international economics* 84,99-111
- Bartels, F. L. Alladina, S.N., and Lederer, S., (2009): Foreign Direct Investment in Sub-Saharan Africa: Motivating Factors and Policy Issues, *Journal of African Business*, 10 (2): 141-162.
- Blundell, R., Bond, S., (1998): "Initial conditions and moments restrictions in dynamic panel data models", *Journal of Econometrics*, vol.87, pp. 115-143
- Boyce et Ndikumana (2012 : " comment la fuite des capitaux rend l'Afrique exsangue : argent volé et vie perdue. »
- Boyce J.K. and Ndikumana L (Octobre 2012): « Capital Flight from Sub-Saharan African Countries: Updated Estimates, 1970 – 2010", PERI University of Massachusett Amherst
- Claessens S. and D. Naudé (1993): "Recent Estimates of Capital Flight",Policy Research Working Papers, WPS 1186,World Bank.
- Clerg D(1984): L'inflation, paris SYROS, 126 P
- Collier, P., A. Hoeffler et C. Pattillo (2004): "Aid and Capital Flight", Oxford University: Centre for the Study of African Economies.
- Collier, P., et J. W. Gunning (1999): "Explaining African Economic Performance," *Journal of Economic Literature*, 37:1, 64 – 111.

- Collier, P., Hoeffler, A. and Pattillo, C. (2004), Africa's Exodus: Capital Flight and the Brain Drain as Portfolio Decisions. *Journal of African Economies,* 13 (2): 15-54
- Cuddington, J. (1986): "Capital Flight: Estimates, Issues, and Explanations", *Princeton Studies in International Finance,* no. 58, Princeton University.
- Deppler M. and M. Williamson (1987): "Capital Flight : Concepts, Measu-rement and Issues", Staff Papers for the World Economic Outlook. Washington, DC : International Monetary Fund.
- Dornbusch, R. (1986): "Dollars, Debts and Deficits", Cambridge, Mass., MIT Press.
- Erbe S. (1985): "The Flight of Capital from Developing Countries",Intereco-nomics (November/December).
- Gordon D. B. and R. Levine (1989): "The 'Problem' of Capital Flight:A Cautionary Note" The World Economy, 12(2)
- Hermes N., Lensink R., and Murinde V. (2002). Flight Capital and its Reversal for Development Financing", world institute for development economics research
- Kaufmann, D.Kraay, A. & Mastruzzi, M. (2005): Governance Matters IV: Governance Indicators for1996-2004. World Bank Policy Research Working., Washington DC: World Bank
- Kindleberger C. P. (1987): "A Historical Perspective", in D. R. Lessard and J. Williamson (eds)Capital Flight and Third World Debt. Washington DC: Institute for International Economics
- Le Roux, S., and Kelsey, D., (2015a), Dragon slaying with ambiguity: theory and experiments", Sara le Roux, Department of Economics, Oxford Brookes University.
- Lensink R., Hermes N. et Murinde V. (2008), "Capital Flight and Political Risk", Journal of International Money and Finance
- Morgan Guaranty Trust Company (1986) LDC capital flight, World Financial Markets, March, pp. 13 – 15.
- Ndiaye A. S. (2011) : « Impact de la fuite des capitaux sur l'investissement domestique en Zone Franc », papier préparé pour le colloque international sur « Choc dans les pays en développement », Université Paris-Dauphine et Institut de Recherche pour le Développement, 3O juin-01juillet 2011, Paris

- Ndiaye A. S (2007) : « Fuite des Capitaux, épargne et investissement en zone franc : une approche économétrique par les données de panel », Université Cheick Anta DIOP de Dakar, Sénégal.
- Ndikumana L. (2003), "Financial Development, Financial Structure, andDomestic Investment: International Evidence", Political Economy Research Institute, University of Massachusetts Amherst, Working PaperSeries, Number 16.
- Ndikumana L. and J. K. Boyce (2003), "Public Debts and Private Assets : Explaining Capital Flight from Sub-Saharan African Countries», World Development.
- Ndikumana L. and J. K. Boyce (2007):"New Estimates of Capital Flight from Sub-Saharan African Countries : Linkages with External Borrowing and Policy Options", Paper prepared for the Senior Policy Seminaron "Capital Flight from Sub-Saharan Africa : Implications for Macroeconomic Management and Growth", October 30-November 2, 2007, Preto-ria, South Africa.
- Ndikumana, L. (2000):"Financial Determinants of Domestic Investment in Sub-Saharan Africa! Evidence from PanelData," World Development 28 (2),381-400.
- Olfa K. (2013): fuite de capitaux, gouvernance, facteurs institutionnels, et variables macroéconomiques, école supérieur de commerce de SFAX
- Pastor M., "capital flight and the Latin America debt crisis", Economic Policy Institute
- Ramiandrisoa O. et Rakotomanana E (2015) : « Pourquoi les capitaux fuient les Pays en voie développement ? Cas de Madagascar »
- Walter I. (1987): "The Mechanisms of Capital Flight," in D. R. Lessard and J. Williamson (eds) Capital Flight and Third World Debt, Washington DC: Institute for International Economics.

Rapports

- Banque Mondiale (1985): "World Development Report 1985, World Bank".
- IFM, Ajayi A., (June 1997): "An analysis of external debt and capital flight in several indebted low-Income countries in Sub-Saharan Africa", working paper 97/68
- PNUD (2002) :« le rapport mondial sur le développent humain 2002 : la bonne gouvernance et Développement humain durable ».
- PNUD (2002) :« le rapport mondial sur le développent humain 2002 : la bonne gouvernance et Développement humain durable ».
- World bank, Ajayi, (2O12): "Capital Flight and Nigeria Economic Growth", Asian Journal of Finance & Accounting

ANNEXES

Annexe 1 : Test de Hausman

	Coefficients (b) fixed	(B) random	(b-B) Difference	sqrt(diag(V_b-V_B)) S.E.
INF	2.37707	2.909348	-.5322781	.8477055
TOUVPIB	-38.05585	-16.5347	-21.52115	14.89462
TC	-34.66794	-45.11136	10.44342	14.46641
TChng	-1.639861	-1.949004	.3091428	.6927971
DETpib	-14.37618	-13.55367	-.8225131	1.733808
IDEpib	-73.11896	-66.7643	-6.354658	16.8141
SP	-2740.07	-2310.739	-429.3304	382.5631
EG	-3114.376	-2548.582	-565.7944	734.2908
QR	3871.727	3712.836	158.8906	523.2829
CC	2630.282	2046.671	583.6107	637.8993

b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtreg
B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtreg

Test: Ho: difference in coefficients not systematic

chi2(9) = (b-B)'[(V_b-V_B)^(-1)](b-B)
= 8.39
Prob>chi2 = 0.4951

Annexe 2 : Test de Breush Pagan ou multiplicateur de Lagrange

```
. xttest0

Breusch and Pagan Lagrangian multiplier test for random effects

        FC[ID,t] = Xb + u[ID] + e[ID,t]

        Estimated results:
                         |       Var     sd = sqrt(Var)
                 --------+------------------------------
                      FC |   2.82e+07       5310.269
                       e |   2.11e+07       4591.326
                       u |    6640831       2576.981

        Test:   Var(u) = 0
                                 chibar2(01) =   185.57
                              Prob > chibar2 =   0.0000
```

Annexe 3 : Estimation du modèle avec introduction de tous les variables

Arellano-Bond test for zero autocorrelation in first-differenced errors

Order	z	Prob > z
1	-1.9483	0.0514
2	-.24106	0.8095

H0: no autocorrelation

. estat sargan

Sargan test of overidentifying restrictions

H0: overidentifying restrictions are valid

chi2(188) = 12.23443

Prob > chi2 = 1.0000

.

Annexe 4: Evolution de la fuite des capitaux des pays africains en millions de USD (1996-2015)

	ALG	BOTW	ANGL	BURK	AFRQ	BUR	RDC	EGY	CIV	GAB
1996	8188,421	-72,063	4888,575	-131,384	4621,618	138,596	52,0852	-2312,154	389,388	-36,314
1997	701,6341	95,948	-589,2193	-246,493	7585,106	127,881	-586,66	-3629,679	2156,15	245,017
1998	2210,578	-185,39	250,9661	-52,7749	3503,228	281,181	113,135	-2504,468	-362,1	-1021,7
1999	405,4103	-90,145	-194,6926	-262,19	10875,93	170,988	-1323,6	-5408,347	-1847,9	-1311,7
2000	-136,6363	-111,31	-1135,045	-326,753	14192,1	204,662	-205,94	-8916,406	-2301,5	1044,88
2001	2005,187	-1235,2	-1068,891	-14,4316	8105,471	57,7676	-5,9069	-5293,446	-1146,4	62,6475
2002	1928,796	2861	418,0035	-142,068	23746,21	345,328	4749,2	-5169,339	-818,52	-76,441
2003	3302,56	2234,2	884,8263	477,0603	2064,167	388,279	1790,18	-12147,76	999,639	285,401
2004	659,1971	30,954	348,2545	-325,091	1091,94	158,738	859,547	-11917,68	710,475	1852,72
2005	-6624,876	-1433	4016,95	76,60534	1680,39	454,22	-362,11	-8140,984	885,561	-231,77
2006	-7843,231	-601,95	-2206,47	-1466,03	11115,2	542,944	-107,93	-18813,43	385,069	-399,49
2007	2054,242	-54,266	4237,069	359,292	30407,82	-12,038	465,556	-15269,74	-383,18	1782,32
2008	5119,031	-934,63	5391,661	706,2392	6577,982	-100	-785,28	622,85409	-2346,1	-896,69
2009	6535,868	2544	1111,939	321,1641	24675,65	-892,9	-1036,8	-2814,727	631,699	258,07
2010	3535,917	510,93	3785,653	-372,843	22199,15	-40,59	-1724,9	336,35497	-5245	-823,17
2011	1398,746	786,2	3784,966	-136,011	-17891,4	160,828	-1558,6	9646,877	-726,4	37,2868
2012	1974,536	308,06	4205,416	124,0222	9471,224	107,015	-962,57	20363,27	-7635,4	6906,14
2013	-1307,56	-636,62	5255,33	1424,564	-10409,26	166,526	-218,09	18547,74	-1992,7	8191,93
2014	450,5257	1523,5	7799,882	-1108,16	16372,6	-265,64	-2176,8	-1847,877	-3242,7	
2015	2558,527	-644,32	1910,15		11901,56	-211,54	-625,96	16995,182	-707,02	

ANNEES	GAN	ETH	KEN	MAD	NIG	RWA	TAN	SUD	ZIMB	ZAM
1996	947,471	-887,28	-1709,273	126,8884	-1939,892	-14,125	-418,63	-1748,81	1486,26	-112,38
1997	70,67681	732,98	-1948,003	935,0703	-1428,903	-25,097	-50,969	-1480,514	688,746	-535,54
1998	748,0948	224,33	-1861,03	446,2044	652,4299	74,042	424,744	-833,6812	966,729	-143,65
1999	-65,03324	-372,57	-3757,368	551,8501	-1526,913	-54,864	523,966	-568,4583	596,25	-774,67
2000	-10,97091	-45,157	521,3378	-1014,36	327,5898	73,0503	438,428	2721,566	-2782,1	-995,1
2001	1480,807	2677,8	447,2941	-1143,82	-3024,41	319,024	-1042,3	550,20772	-803,5	496,997
2002	-285,2159	2945,8	1274,546	270,3349	-5741,136	43,9288	432,852	578,12134	243,855	-213,83
2003	-928,041	1824,5	1641,595	-23,0877	-866,8152	306,941	438,972	142,96001	-3704,2	397,651
2004	335,4675	1207,2	-3948,27	588,1907	-1888,639	356,032	1212,42	427,48698	-257,6	845,606
2005	-199,6112	68,351	827,6455	-420,61	15631,56	-352,09	509,805	65,434165	-868,69	-1955,8
2006	593,0548	448,12	489,6588	-421,874	3616,946	1059,22	-6177	-8663,602	1395,55	-2303,5
2007	2314,035	1856,1	1037,077	423,7986	16496,58	-101,05	-267,64	2955,7879	-724,35	531,255
2008	2235,764	68,618	-564,2507	-328,17	22794,63	-291,09	550,382	124,14941	227,663	5,75582
2009	2198,344	6461,9	951,4685	-607,53	32078,74	46,3979	875,063	1253,5489	-2416,5	401,024
2010	6399,391	5471,4	306,8534	347,3038	19654,89	228,888	1839,55	1310,9948	-1743,3	-601,03
2011	-3052,468	2974,6	2566,813	-110,535	16361,9	99,4234	557,228	5958,4929	-2458,7	266,736
2012	-3615,26	-4084,6	1882,552	-1048,74	22197,75	1479,77	4932,95	2142,3833	-1897,6	359,524
2013	4221,722	2543,1	1044,796	-2001,01	46817,25	3407,91	5582,8	915,25591	-3498,6	-480,11
2014	3221,216	935,87	3103,589	-1405,02	36850,23	537,532	3100,15	-1565,762	-1134,4	1709,22
2015	4468,592	-4070,9	3144,146	-235,21	-6829,115	88,3438	3105,05	184,94464	-20,226	2094,66

ANNEES	OUG	CAM	TUN	MAR	MAL	MAUR	MOZ	SEYC	SIER	REPC
1996	21,56321	95,141	1979,438	3565,447	329,8848	117,626	474,942	-152,9139	180,023	-839,39
1997	315,1722	1244,8	858,1535	1768,25	-251,286	137,214	880,342	21,047392	250,203	-115,96
1998	29,29779	795,64	-418,9404	1276,387	813,89	-162,52	1349,86	114,924	294,881	-210,3
1999	-563,3579	-730,94	1746,027	829,8109	433,7112	147,144	-1761,7	156,3895	21,6091	-73,545
2000	530,0014	-74,811	-639,4978	-2791,96	409,4721	-246,66	-489,71	98,105722	91,0694	385,448
2001	695,6616	-488,89	1897,474	-2157,6	552,8816	-375,09	33,7876	-32,73936	360,624	1426,54
2002	959,8088	-515,33	2222,75	-2714,61	399,0521	71,5238	661,755	374,18091	419,779	-817,71
2003	1438,524	-206,71	2304,702	-816,256	452,2671	-150,13	-169,98	37,567689	415,142	1208,73
2004	1241,238	394,93	1176,235	-2040,99	204,3662	672,666	-36,304	69,841809	628,612	6031,27
2005	849,8829	-2240,3	-1527,83	-1211,77	68,63404	-31,277	-841,12	509,86079	856,458	3376,54
2006	-2995,796	-1930,6	-771,8015	329,7343	-2645,465	203,442	-2314,8	587,39504	151,881	6724,07
2007	1355,54	1338	701,2275	2396,213	-43,73676	-22,811	-37,797	269,41588	-38,071	3915,08
2008	1990,176	5582,3	-233,1262	3374,266	577,1805	-612,96	-15,481	-293,509	694,158	5111,37
2009	2250,738	2663,5	1151,359	6501,364	173,1827	-888,42	143,141	70,653263	939,098	1943,62
2010	1269,751	-460,6	-1288,66	4482,3	-308,5263	-379	327,504	-334,7726	695,665	7424,76
2011	1307,069	103,27	-1767,72	4365,159	602,6703	-1450,6	79,918	340,58238	699,189	-645,89
2012	839,5366	610,36	941,7939	4959,912	50,55132	-525,79	241,572	274,52341	3073,63	4787,99
2013	1229,52	172,42	-1151,826	5434,79	655,5532	-158,02	1685,34	274,16342	6665,93	5507,84
2014	672,9088	83,658	-70,83557	4710,151	801,6388	1268,35	-1702,4		6625,52	5398,51
2015	813,4955	419,48	957,4854	3334,652	1117,984	749,649	1527,43		-183,76	

SOURCES : Base de données de Boyce et Ndikumana (2015)

Annexe 5 : Evolution de l'indicateur de la stabilité politique et absence de violence dans les pays africains

Année	ALG	BOTW	ANGL	BURK	AFRQ	BUR	RDC	EGY	CIV	GAB
1996	-1,780031	1,0146	-2,057286	-0,30161	-0,37717	-2,1139	-2,6819	-0,523576	0,03484	0,12364
1997	-1,827954	0,985	-2,185179	-0,20637	-0,460277	-2,2036	-2,7633	-0,271052	-0,0837	0,22391
1998	-1,875876	0,9555	-2,313072	-0,11113	-0,543384	-2,2933	-2,8447	-0,018528	-0,2023	0,32419
1999	-1,653943	1,0142	-2,174328	-0,02594	-0,384434	-2,1543	-2,6606	0,017291	-0,7232	0,48035
2000	-1,43201	1,073	-2,035583	0,059249	-0,225485	-2,0152	-2,4766	0,0531098	-1,244	0,63652
2001	-1,532622	0,9733	-1,806315	-0,12481	-0,239578	-2,1517	-2,2271	-0,180164	-1,5813	0,52116
2002	-1,633234	0,8737	-1,577046	-0,30887	-0,253671	-2,2882	-1,9776	-0,413438	-1,9186	0,4058
2003	-1,753627	1,1056	-1,006538	0,066873	-0,311745	-2,2445	-2,028	-0,640129	-1,803	0,29888
2004	-1,359521	0,9162	-1,062798	-0,0823	-0,131361	-2,5238	-2,388	-0,821635	-2,1169	0,40777
2005	-0,915213	1,0634	-0,887544	-0,06486	-0,162605	-1,5247	-2,1325	-0,63018	-2,264	0,32601
2006	-1,126453	1,0164	-0,541986	0,156172	0,048197	-1,427	-2,25	-0,838823	-1,8653	0,22015
2007	-1,14836	1,0554	-0,666032	0,307697	0,215835	-1,3753	-2,1765	-0,551374	-1,8381	0,3033
2008	-1,093989	1,032	-0,362912	0,120163	0,049733	-1,6382	-2,006	-0,510508	-1,8067	0,26365
2009	-1,197078	0,9528	-0,347262	0,034941	-0,113299	-1,2727	-2,0021	-0,607051	-1,3209	0,1417
2010	-1,259368	0,9912	-0,226182	-0,11764	-0,029427	-1,626	-2,1967	-0,898418	-1,5839	0,29928
2011	-1,360561	1,0644	-0,369238	-0,55538	0,024032	-1,8072	-2,213	-1,437057	-1,4058	0,38489
2012	-1,325043	1,104	-0,389323	-0,57313	-0,025387	-1,7047	-2,0859	-1,43633	-1,2635	0,29329
2013	-1,202371	1,1023	-0,391234	-0,76339	-0,046295	-1,3503	-2,1922	-1,638831	-1,0487	0,3301
2014	-1,190535	1,0118	-0,333232	-0,78713	-0,146389	-0,7844	-2,1679	-1,631177	-1,0372	0,14954
2015	-1,144031	1,0032	-0,324565	-0,82725	-0,143947	-1,3776	-2,2013	-1,534437	-0,9724	0,02232

ANNEES	GAN	ETH	KEN	MAD	NIG	RWA	TAN	SUD	ZIMB	ZAM
1996	-0,233099	-1,0511	-0,6539	0,217064	-1,055459	-1,8428	-0,6241	-2,476772	-0,4645	-0,1593
1997	-0,184283	-0,8407	-0,779349	0,206965	-0,820916	-1,9384	-0,5149	-2,366285	-0,6021	0,03014
1998	-0,135467	-0,6303	-0,904798	0,196866	-0,586373	-2,034	-0,4056	-2,255797	-0,7396	0,21953
1999	-0,247655	-0,7871	-0,986524	0,178745	-1,021258	-1,8634	-0,5539	-2,249881	-1,0313	0,12672
2000	-0,359844	-0,944	-1,06825	0,160624	-1,456143	-1,6928	-0,7022	-2,243965	-1,3229	0,0339
2001	-0,261806	-1,0836	-1,127361	-0,03469	-1,540631	-1,673	-0,4773	-2,043903	-1,4224	-0,1225
2002	-0,163768	-1,2232	-1,186471	-0,23001	-1,625118	-1,6533	-0,2524	-1,843841	-1,522	-0,2788
2003	0,028774	-1,4086	-1,262862	0,6217	-1,633998	-1,1124	-0,8545	-1,976665	-1,0883	0,21771
2004	0,039967	-1,3115	-1,086909	0,244328	-1,753987	-1,1871	-0,6709	-1,550556	-1,2075	0,18958
2005	0,168321	-1,6907	-1,249828	-0,02151	-1,667195	-1,0023	-0,5829	-1,976115	-1,2729	0,10505
2006	0,008032	-1,7389	-1,125182	0,183486	-2,034141	-0,6821	-0,3558	-2,139491	-0,933	0,3625
2007	-0,071786	-1,8034	-1,302541	0,089658	-2,011331	-0,3583	-0,3856	-2,359716	-1,109	0,36342
2008	-0,027629	-1,7301	-1,391941	-0,47005	-1,860629	-0,3239	-0,228	-2,485255	-1,2139	0,46984
2009	0,029943	-1,6408	-1,425457	-0,73285	-1,995072	-0,5062	0,08915	-2,647896	-1,1672	0,56832
2010	0,026093	-1,6351	-1,165524	-0,97834	-2,211123	-0,2721	0,01447	-2,665278	-1,104	0,51535
2011	0,167112	-1,507	-1,244791	-0,70559	-1,956455	-0,1771	-0,0241	-2,522917	-0,9453	0,50977
2012	0,130695	-1,5643	-1,323441	-0,53614	-2,042074	-0,2306	0,05145	-2,260563	-0,7787	0,66096
2013	0,060606	-1,4073	-1,166931	-0,65999	-2,088478	-0,111	-0,1621	-2,19301	-0,6659	0,43593
2014	-0,106808	-1,3394	-1,282247	-0,55724	-2,130276	-0,3135	-0,5971	-2,363085	-0,7136	0,15621
2015	-0,118868	-1,4796	-1,318519	-0,42367	-2,003993	-0,1842	-0,5191	-2,350152	-0,6668	0,14951

ANNEES	OUG	CAM	TUN	MAR	MAL	MAUR	MOZ	SEYC	SIER	REPC
1996	-1,528672	-0,9568	0,263159	-0,2074	-0,454831	0,36795	-0,0496	1,04893	-1,6946	-1,2224
1997	-1,315303	-0,8696	0,264098	0,050595	-0,261822	0,36016	0,03168	1,065765	-1,9318	-1,3598
1998	-1,101934	-0,7824	0,265037	0,30859	-0,068814	0,35237	0,11296	1,0826	-2,1691	-1,4973
1999	-1,174796	-0,6726	0,294772	0,121497	-0,197936	0,34829	-0,006	1,18233	-2,0191	-1,2088
2000	-1,247658	-0,5628	0,324508	-0,06559	-0,327059	0,34421	-0,125	1,28206	-1,8691	-0,9204
2001	-1,333225	-0,6201	0,237987	-0,1649	-0,161901	0,36258	0,03068	1,0917924	-1,2789	-1,2527
2002	-1,418792	-0,6773	0,151466	-0,2642	0,003257	0,38096	0,18641	0,9015247	-0,6886	-1,585
2003	-1,561003	-0,4298	0,319451	-0,40534	0,040978	0,05977	0,2462	0,6458404	-1,0804	-1,1687
2004	-1,305026	-0,3604	0,148605	-0,31235	0,123355	-0,165	0,00237	0,6568159	-0,5133	-1,1899
2005	-1,417637	-0,1831	0,023812	-0,55595	0,104502	-0,2305	0,12456	0,9332359	-0,4793	-1,1668
2006	-1,140198	-0,2453	0,210724	-0,46118	0,119262	0,23864	0,5195	0,9140252	-0,3022	-0,9244
2007	-0,915109	-0,325	0,159467	-0,50005	0,082476	-0,2783	0,35761	0,7878271	-0,0608	-0,7701
2008	-0,876257	-0,5509	0,102305	-0,57064	-0,062181	-0,6422	0,38151	0,7504724	-0,2381	-0,7201
2009	-0,992435	-0,4745	0,061775	-0,39773	0,05324	-0,8837	0,62619	0,5989209	-0,2885	-0,2495
2010	-1,000558	-0,737	-0,063976	-0,38301	0,043896	-1,0762	0,39442	0,8567662	-0,2366	-0,3164
2011	-0,976102	-0,6617	-0,353742	-0,39226	-0,072913	-1,1737	0,33205	0,9377541	-0,1684	-0,3543
2012	-0,868967	-0,5885	-0,721317	-0,47046	-0,002686	-1,134	0,39049	0,7442663	-0,2799	-0,4897
2013	-0,838691	-0,5322	-0,902563	-0,49302	-0,20581	-1,0148	-0,227	0,8255889	-0,1747	-0,4751
2014	-0,941126	-1,0593	-0,851662	-0,44627	0,081093	-0,5895	-0,336	0,3616324	-0,104	-0,3593
2015	-0,828224	-1,0607	-0,996494	-0,37942	-0,016193	-0,6682	-0,715	0,5473185	-0,132	-0,4393

Sources: World governance indicators «WDI»

Annexe 6 : Evolution de l'indicateur de l'efficacité du gouvernement

ANNEES	GAN	ETH	KEN	MAD	NIG	RWA	TAN	SUD	ZIMB	ZAM
1996	-0,119934	-1,2076	-0,52085	-0,44824	-0,923636	-1,1497	-0,6879	-0,987331	-0,3188	-1,1284
1997	-0,118634	-1,0656	-0,51275	-0,59295	-1,019999	-1,0138	-0,5697	-1,089522	-0,3265	-0,9988
1998	-0,117335	-0,9236	-0,504651	-0,73766	-1,116363	-0,8779	-0,4515	-1,191713	-0,3343	-0,8693
1999	-0,024368	-0,9136	-0,517733	-0,65638	-1,040187	-0,7617	-0,4343	-1,178773	-0,5668	-0,8738
2000	0,068598	-0,9037	-0,530815	-0,5751	-0,96401	-0,6454	-0,4171	-1,165833	-0,7994	-0,8783
2001	-0,014583	-0,9043	-0,581763	-0,48296	-0,995421	-0,7773	-0,4095	-1,135914	-0,8538	-0,8285
2002	-0,097765	-0,905	-0,63271	-0,39082	-1,026831	-0,9091	-0,4019	-1,105995	-0,9081	-0,7787
2003	-0,197379	-0,8823	-0,620958	-0,41112	-0,956586	-0,6945	-0,3969	-1,248704	-1,0067	-0,8376
2004	-0,200466	-0,786	-0,591817	-0,49465	-0,939384	-0,5569	-0,4616	-1,217169	-1,0009	-0,8669
2005	-0,187382	-0,9171	-0,702119	-0,35359	-0,892764	-0,9069	-0,4114	-1,395975	-1,3317	-0,9352
2006	0,160328	-0,66	-0,617143	-0,59868	-0,971368	-0,2541	-0,3844	-1,137103	-1,2251	-0,8524
2007	0,128843	-0,4385	-0,499506	-0,46447	-1,042838	-0,1951	-0,3967	-1,099121	-1,2589	-0,7241
2008	0,032725	-0,3967	-0,590104	-0,64981	-0,976838	-0,131	-0,4926	-1,269249	-1,528	-0,7344
2009	-0,045351	-0,4969	-0,630103	-0,8023	-1,214644	-0,1503	-0,5993	-1,24763	-1,5459	-0,8077
2010	-0,037886	-0,4322	-0,557109	-0,95964	-1,165138	-0,0543	-0,5975	-1,343785	-1,512	-0,8509
2011	-0,050454	-0,4842	-0,566561	-1,03242	-1,096175	0,07041	-0,6516	-1,376675	-1,3716	-0,6594
2012	-0,048533	-0,4253	-0,523251	-1,0891	-0,996477	-0,0483	-0,6914	-1,419657	-1,3363	-0,4762
2013	-0,098374	-0,607	-0,457267	-1,13111	-0,99204	0,01972	-0,7098	-1,485421	-1,2775	-0,4925
2014	-0,280858	-0,4245	-0,333344	-1,29932	-1,186017	-0,0253	-0,655	-1,532044	-1,2106	-0,4996
2015	-0,239235	-0,5322	-0,324444	-1,23813	-1,140475	0,03381	-0,6038	-1,518199	-1,1845	-0,5783

ANNEES	OUG	CAM	TUN	MAR	MAL	MAUR	MOZ	SEYC	SIER	REPC
1996	-0,68785	-1,0802	0,375723	-0,10441	-0,286934	-0,1242	-0,144	0,6449225	-1,4096	-1,1693
1997	-0,543411	-0,9426	0,45401	-0,05391	-0,273681	-0,0897	-0,2658	0,4754213	-1,397	-1,1496
1998	-0,398972	-0,805	0,532296	-0,00341	-0,260429	-0,0553	-0,3877	0,3059201	-1,3844	-1,1299
1999	-0,4001	-0,7777	0,514134	-0,03876	-0,298922	-0,0976	-0,4112	0,1826203	-1,3909	-1,1973
2000	-0,401229	-0,7504	0,495972	-0,07411	-0,337415	-0,14	-0,4347	0,0593204	-1,3974	-1,2647
2001	-0,419684	-0,8	0,539336	-0,11084	-0,522456	-0,0682	-0,4063	0,1169904	-1,4304	-1,2596
2002	-0,438139	-0,8496	0,5827	-0,14758	-0,707496	0,00349	-0,3778	0,1746603	-1,4633	-1,2544
2003	-0,380113	-0,7047	0,508504	-0,13794	-0,686825	0,04665	-0,4799	0,1002949	-1,1546	-1,2333
2004	-0,391379	-0,6966	0,436589	-0,12608	-0,766178	-0,4321	-0,5411	0,0435342	-1,0834	-1,0861
2005	-0,556975	-0,9096	0,381882	-0,27985	-0,811676	-0,2922	-0,5244	0,1449615	-1,3413	-1,2707
2006	-0,541539	-0,9494	0,643524	-0,15564	-0,85965	-0,8747	-0,6245	-0,016666	-1,1106	-1,2561
2007	-0,432318	-0,8413	0,468667	-0,17045	-0,536915	-0,9068	-0,5128	0,0803886	-1,1531	-1,3223
2008	-0,583625	-0,8058	0,30885	-0,1756	-0,545629	-0,9772	-0,5114	0,0883821	-1,1505	-1,2206
2009	-0,623772	-0,8375	0,381387	-0,14048	-0,474433	-0,895	-0,5497	0,1320166	-1,2031	-1,2267
2010	-0,525055	-0,8901	0,218426	-0,10416	-0,410681	-0,9707	-0,5826	0,2027419	-1,2157	-1,2277
2011	-0,515581	-0,8901	0,022641	-0,15164	-0,425392	-0,9496	-0,6394	0,2757331	-1,1922	-1,1953
2012	-0,570018	-0,898	-0,034448	-0,05917	-0,478606	-0,9096	-0,6301	0,3952843	-1,2257	-1,1739
2013	-0,585943	-0,9188	-0,073511	-0,03512	-0,479915	-0,9986	-0,6133	0,3820674	-1,2254	-1,1559
2014	-0,501476	-0,791	-0,119646	-0,07453	-0,628111	-0,9915	-0,7227	0,3607702	-1,2437	-1,1103
2015	-0,53743	-0,7753	-0,162767	-0,08942	-0,680162	-0,8779	-0,7908	0,3655507	-1,2206	-1,1019

Sources: World governance indicators «WDI»

Annexe 7 : Evolution de l'indicateur de la qualité de réglementation

ANNEES	ALG	BOTW	ANGL	BURK	AFRQ	BUR	RDC	EGY	CIV	GAB
1996	-0,907437	0,6507	-1,415345	-0,29527	0,515014	-1,6415	-1,7562	-0,04817	-0,3986	0,13567
1997	-0,826126	0,663	-1,552502	-0,33048	0,42192	-1,5928	-2,0269	-0,186854	-0,3102	0,15551
1998	-0,744814	0,6752	-1,689659	-0,3657	0,328826	-1,5441	-2,2975	-0,325537	-0,2218	0,17535
1999	-0,7251	0,6521	-1,744495	-0,24112	0,382604	-1,3581	-2,1625	-0,332489	-0,3671	0,03081
2000	-0,705386	0,629	-1,799331	-0,11653	0,436383	-1,1721	-2,0274	-0,339442	-0,5123	-0,1137
2001	-0,644429	0,7051	-1,631246	-0,11553	0,546	-1,2176	-1,7482	-0,411219	-0,4662	-0,1381
2002	-0,583472	0,7811	-1,46316	-0,11452	0,655617	-1,2631	-1,469	-0,482996	-0,4202	-0,1624
2003	-0,517234	0,7946	-1,212144	-0,30267	0,804242	-1,1724	-1,4758	-0,598129	-0,7842	-0,1148
2004	-0,544127	0,6599	-1,251539	-0,33067	0,658264	-1,1964	-1,6077	-0,508437	-0,9582	-0,4557
2005	-0,383399	0,668	-1,257796	-0,40102	0,703134	-1,3646	-1,6837	-0,424104	-0,8963	-0,1479
2006	-0,571554	0,5266	-1,132907	-0,34361	0,683413	-1,2026	-1,3146	-0,435703	-0,9198	-0,4083
2007	-0,622034	0,464	-1,02466	-0,26464	0,491187	-1,2449	-1,2541	-0,28873	-0,8458	-0,5163
2008	-0,794614	0,4949	-1,065344	-0,19398	0,498898	-1,2436	-1,2961	-0,182439	-0,9032	-0,6337
2009	-1,073803	0,4852	-1,031473	-0,11192	0,407538	-1,1556	-1,5291	-0,197176	-0,9707	-0,5823
2010	-1,171034	0,4557	-1,035929	-0,1564	0,36341	-1,1151	-1,5862	-0,17463	-0,926	-0,5477
2011	-1,189574	0,4938	-1,097776	-0,17954	0,406776	-1,0124	-1,5218	-0,343916	-0,8695	-0,5439
2012	-1,276868	0,6109	-0,969778	-0,11886	0,381753	-0,9454	-1,4893	-0,475141	-0,7649	-0,5915
2013	-1,16597	0,5811	-1,054224	-0,175	0,419976	-0,8779	-1,2336	-0,640084	-0,7364	-0,6403
2014	-1,282962	0,5851	-0,988459	-0,30894	0,287686	-0,707	-1,3626	-0,76256	-0,5945	-0,793
2015	-1,227421	0,5568	-0,994919	-0,35316	0,249765	-0,7661	-1,3433	-0,842875	-0,4797	-0,7954

ANNEES	GAN	ETH	KEN	MAD	NIG	RWA	TAN	SUD	ZIMB	ZAM
1996	-0,343818	-1,2968	-0,313425	-0,91298	-0,968231	-1,3409	-0,4421	-1,360586	-0,7658	-0,4827
1997	-0,281616	-1,215	-0,309746	-0,83932	-0,960349	-1,1993	-0,4186	-1,348007	-0,7341	-0,2956
1998	-0,219415	-1,1333	-0,306067	-0,76567	-0,952467	-1,0576	-0,395	-1,335428	-0,7024	-0,1085
1999	-0,1434	-1,1368	-0,288625	-0,59891	-0,850209	-1,033	-0,3185	-1,376744	-1,0595	-0,1839
2000	-0,067386	-1,1403	-0,271183	-0,43215	-0,747951	-1,0084	-0,2419	-1,41806	-1,4166	-0,2592
2001	-0,257876	-1,1732	-0,208678	-0,33662	-0,98207	-0,861	-0,3936	-1,343094	-1,6749	-0,4291
2002	-0,448367	-1,2061	-0,146172	-0,24109	-1,21619	-0,7137	-0,5453	-1,268128	-1,9331	-0,5989
2003	-0,262137	-1,1569	-0,252367	-0,25037	-1,245469	-0,7118	-0,4975	-1,327771	-1,9755	-0,5518
2004	-0,366031	-0,978	-0,27502	-0,31678	-1,351967	-0,6645	-0,4673	-1,167874	-2,0638	-0,5433
2005	-0,125405	-1,1338	-0,271139	-0,21853	-0,760623	-0,9752	-0,5023	-1,416499	-2,2362	-0,7349
2006	-0,063812	-1,0085	-0,193215	-0,17428	-0,907262	-0,6567	-0,3928	-1,217746	-1,959	-0,6244
2007	-0,048031	-0,9442	-0,248019	-0,2107	-0,889019	-0,6372	-0,4147	-1,320729	-2,1562	-0,4929
2008	-0,036897	-0,8601	-0,215304	-0,32507	-0,80224	-0,5066	-0,5074	-1,476903	-2,1408	-0,4648
2009	0,080397	-0,9304	-0,147439	-0,52466	-0,746087	-0,3198	-0,4426	-1,261884	-2,1178	-0,5274
2010	0,115947	-0,8703	-0,081679	-0,56624	-0,727452	-0,1972	-0,4233	-1,348169	-2,0706	-0,4963
2011	0,124874	-0,9998	-0,214524	-0,52817	-0,681181	-0,1439	-0,4189	-1,312921	-1,9349	-0,4389
2012	0,128128	-1,048	-0,299869	-0,5633	-0,712443	-0,0998	-0,3926	-1,488992	-1,8885	-0,4267
2013	0,084605	-1,1185	-0,300248	-0,6486	-0,659629	0,00667	-0,3291	-1,454026	-1,8437	-0,474
2014	-0,005797	-1,0651	-0,316161	-0,69217	-0,816382	0,24649	-0,3316	-1,443862	-1,9031	-0,5034
2015	-0,119153	-1,0832	-0,308245	-0,69096	-0,867638	0,17681	-0,3835	-1,46765	-1,8116	-0,4935

ANNEES	OUG	CAM	TUN	MAR	MAL	MAUR	MOZ	SEYC	SIER	REPC
1996	-0,025424	-1,1223	0,141709	-0,10256	-0,28906	-0,4017	-0,5202	0,3073625	-1,5294	-1,2275
1997	0,085808	-0,8705	0,062668	-0,0629	-0,252069	-0,4542	-0,4024	-0,077966	-1,385	-1,1936
1998	0,197041	-0,6187	-0,016372	-0,02324	-0,215078	-0,5066	-0,2846	-0,463294	-1,2406	-1,1597
1999	0,12608	-0,6044	-0,019154	-0,02838	-0,213708	-0,4402	-0,2233	-0,634661	-1,2844	-1,1826
2000	0,055119	-0,5901	-0,021936	-0,03353	-0,212338	-0,3739	-0,1619	-0,806029	-1,3282	-1,2055
2001	0,009113	-0,732	-0,071663	-0,08636	-0,351383	-0,0176	-0,2377	-0,727647	-1,2776	-1,1118
2002	-0,036894	-0,8739	-0,12139	-0,13919	-0,490428	0,33865	-0,3134	-0,649265	-1,2271	-1,018
2003	-0,036067	-0,8391	0,026581	-0,26565	-0,449021	-0,0467	-0,5305	-0,12096	-1,1223	-1,0668
2004	-0,026663	-0,6916	-0,092595	-0,24735	-0,535316	-0,0578	-0,4852	-0,872869	-1,0248	-0,9715
2005	-0,274412	-0,9296	-0,082046	-0,41048	-0,470537	-0,3722	-0,7078	-0,028844	-1,0888	-1,3145
2006	-0,241469	-0,8483	0,107511	-0,18342	-0,505956	-0,4303	-0,5615	-0,622617	-1,1438	-1,2128
2007	-0,220704	-0,8478	0,03275	-0,21638	-0,445991	-0,4584	-0,5536	-0,854718	-1,0709	-1,2039
2008	-0,232289	-0,8271	0,057062	-0,18804	-0,483631	-0,6445	-0,4501	-0,655867	-0,9752	-1,2677
2009	-0,175511	-0,7616	-0,002141	-0,06024	-0,448839	-0,685	-0,3936	-0,554064	-0,7886	-1,2879
2010	-0,172537	-0,7442	-0,030311	-0,08081	-0,574821	-0,828	-0,3979	-0,495318	-0,736	-1,2737
2011	-0,156981	-0,8069	-0,192299	-0,11709	-0,700429	-0,7813	-0,4319	-0,377029	-0,7086	-1,2649
2012	-0,238987	-0,9287	-0,188614	-0,08318	-0,703061	-0,6369	-0,4482	-0,284271	-0,7032	-1,3593
2013	-0,243925	-0,9375	-0,331638	-0,11607	-0,685082	-0,6545	-0,4027	-0,284101	-0,7072	-1,3334
2014	-0,215018	-0,8846	-0,382595	-0,13039	-0,80003	-0,8067	-0,4053	-0,332861	-0,8056	-1,2147
2015	-0,214082	-0,8372	-0,426344	-0,18267	-0,822439	-0,7748	-0,5549	-0,296008	-0,8655	-1,1902

Sources: World governance indicators «WDI»

Annexe 8 : Evolution du contrôle de la corruption

ANNEES	ALG	BOTW	ANGL	BURK	AFRQ	BUR	RDC	EGY	CIV	GAB
1996	-0,566741	0,818	-1,167702	0,111519	0,732927	-0,6806	-1,6479	-0,472254	-0,2606	-1,1024
1997	-0,72426	0,8537	-1,286769	0,004395	0,703686	-0,73	-1,6854	-0,464297	-0,3649	-1,0323
1998	-0,88178	0,8894	-1,405836	-0,10273	0,674444	-0,7793	-1,7229	-0,456339	-0,4693	-0,9622
1999	-0,909845	0,8603	-1,464261	-0,08696	0,64989	-0,7918	-1,636	-0,504954	-0,5771	-0,8369
2000	-0,937911	0,8312	-1,522685	-0,07118	0,625336	-0,8042	-1,549	-0,553568	-0,6849	-0,7115
2001	-0,906796	0,7432	-1,353157	-0,03197	0,489926	-0,8136	-1,4207	-0,481458	-0,727	-0,6511
2002	-0,875681	0,6552	-1,183629	0,007246	0,354517	-0,823	-1,2924	-0,409349	-0,7692	-0,5907
2003	-0,692261	1,2167	-1,320665	-0,01193	0,354515	-0,8953	-1,4042	-0,552832	-0,9799	-0,632
2004	-0,679478	0,8982	-1,313559	-0,13568	0,46451	-0,8923	-1,4543	-0,647139	-1,2061	-0,8466
2005	-0,482172	1,1599	-1,296139	-0,12575	0,568106	-0,93	-1,4183	-0,624449	-1,2406	-0,6711
2006	-0,521335	0,9729	-1,220061	-0,30991	0,452249	-1,0956	-1,5252	-0,747485	-1,1985	-0,9728
2007	-0,559929	1,0035	-1,289693	-0,33188	0,248784	-1,1608	-1,357	-0,762018	-1,0913	-1,0632
2008	-0,594569	1,0391	-1,284621	-0,30482	0,211264	-1,0908	-1,2443	-0,779132	-1,1078	-1,079
2009	-0,577883	0,96	-1,404655	-0,33534	0,182197	-1,1295	-1,3892	-0,515469	-1,1041	-1,003
2010	-0,52485	1,0269	-1,32573	-0,35061	0,131468	-1,1655	-1,4379	-0,631366	-1,1579	-0,8672
2011	-0,544585	0,9955	-1,344287	-0,36786	0,061732	-1,1871	-1,4275	-0,695504	-1,0129	-0,8886
2012	-0,503218	0,9337	-1,268587	-0,47889	-0,115579	-1,4529	-1,3123	-0,598088	-0,8304	-0,6998
2013	-0,473484	0,9236	-1,3097	-0,52309	-0,070049	-1,4097	-1,3182	-0,631305	-0,7355	-0,6578
2014	-0,600029	0,8544	-1,44389	-0,46484	-0,061535	-1,2587	-1,301	-0,624815	-0,4192	-0,6916
2015	-0,64653	0,8908	-1,441796	-0,30965	0,031392	-1,2452	-1,3192	-0,636722	-0,4734	-0,7225

ANNEES	GAN	ETH	KEN	MAD	NIG	RWA	TAN	SUD	ZIMB	ZAM
1996	-0,33995	-0,9305	-1,158849	-0,37109	-1,189009	-0,7451	-0,7028	-1,240006	-0,2788	-0,8406
1997	-0,299332	-0,751	-1,153849	-0,58236	-1,173381	-0,7323	-0,7441	-1,154237	-0,3795	-0,8069
1998	-0,258714	-0,5714	-1,148849	-0,79362	-1,157752	-0,7196	-0,7853	-1,068467	-0,4802	-0,7731
1999	-0,179856	-0,5111	-1,10251	-0,62215	-1,188218	-0,6612	-0,7953	-0,96765	-0,7312	-0,7445
2000	-0,100997	-0,4508	-1,05617	-0,45067	-1,218683	-0,6028	-0,8052	-0,866834	-0,9821	-0,7158
2001	-0,214951	-0,5159	-1,026237	-0,31771	-1,324957	-0,5107	-0,805	-0,944496	-1,1053	-0,7233
2002	-0,328904	-0,581	-0,996304	-0,18475	-1,431231	-0,4186	-0,8049	-1,022159	-1,2284	-0,7308
2003	-0,254481	-0,659	-0,880343	-0,1963	-1,362079	-0,4664	-0,6783	-1,242393	-1,2451	-0,5969
2004	-0,253165	-0,7281	-0,856193	-0,28011	-1,341822	-0,4406	-0,5605	-1,279614	-1,3338	-0,5916
2005	-0,367139	-0,7701	-0,996401	-0,07328	-1,158724	-0,618	-0,5974	-1,372326	-1,3093	-0,5918
2006	-0,021054	-0,6461	-0,933276	-0,18582	-1,123634	-0,2081	-0,2328	-1,180791	-1,3589	-0,5516
2007	0,039047	-0,6287	-0,970948	-0,19023	-1,053003	-0,0013	-0,3374	-1,324397	-1,4013	-0,405
2008	-0,070542	-0,6642	-1,055104	-0,26619	-0,891883	0,09627	-0,417	-1,416898	-1,3557	-0,391
2009	-0,007213	-0,7014	-1,059961	-0,33907	-1,031731	0,08993	-0,4455	-1,146193	-1,3553	-0,4611
2010	0,011523	-0,6906	-0,910032	-0,42869	-1,048915	0,35364	-0,5352	-1,187256	-1,3689	-0,5061
2011	-0,025711	-0,6579	-0,950201	-0,47934	-1,172974	0,3576	-0,5917	-1,180683	-1,4017	-0,3963
2012	-0,126568	-0,6026	-1,093515	-0,66514	-1,169128	0,55795	-0,7569	-1,485605	-1,3681	-0,2843
2013	-0,096624	-0,4949	-1,031272	-0,75396	-1,221261	0,62796	-0,7742	-1,468973	-1,4049	-0,3068
2014	-0,192189	-0,4443	-0,933301	-0,84041	-1,274705	0,76248	-0,7545	-1,445423	-1,3913	-0,3422
2015	-0,174922	-0,4307	-0,911302	-0,87258	-1,152155	0,70328	-0,6286	-1,494467	-1,3226	-0,3709

ANNEES	OUG	CAM	TUN	MAR	MAL	MAUR	MOZ	SEYC	SIER	REPC
1996	-0,723757	-1,335	-0,533678	-0,10693	-0,316063	-0,5557	-0,424	0,5459515	-0,7565	-0,8607
1997	-0,806825	-1,2776	-0,385844	0,001961	-0,284988	-0,5119	-0,4284	0,4355128	-0,781	-1,0657
1998	-0,889892	-1,2202	-0,238009	0,110848	-0,253912	-0,4682	-0,4327	0,3250741	-0,8055	-1,2707
1999	-0,881866	-1,2063	-0,234615	0,000558	-0,262898	-0,461	-0,4319	0,3895458	-0,847	-1,1963
2000	-0,87384	-1,1924	-0,23122	-0,10973	-0,271884	-0,4537	-0,4311	0,4540175	-0,8886	-1,1218
2001	-0,891118	-1,1798	0,069361	-0,14866	-0,615032	-0,2395	-0,4709	0,3973519	-0,8615	-1,0582
2002	-0,908395	-1,1672	0,369942	-0,18759	-0,958181	-0,0253	-0,5107	0,3406863	-0,8344	-0,9946
2003	-0,813956	-0,9788	0,159738	-0,26004	-0,731258	-0,0311	-0,5972	0,4068457	-0,9079	-1,0103
2004	-0,779436	-1,1083	0,082865	-0,14328	-0,768121	-0,5265	-0,603	0,2735617	-0,9077	-0,928
2005	-0,823587	-1,1813	-0,257894	-0,30789	-0,70995	-0,5602	-0,5325	0,2304281	-1,0666	-1,0448
2006	-0,785988	-1,086	-0,189283	-0,40849	-0,549397	-0,7424	-0,6172	0,1202286	-1,0195	-1,1022
2007	-0,821338	-1,0206	-0,249607	-0,34491	-0,514421	-0,5787	-0,5154	0,1893788	-0,912	-1,1466
2008	-0,832622	-1,0222	-0,303903	-0,38244	-0,445656	-0,7878	-0,492	0,3869213	-0,9687	-1,1757
2009	-0,901867	-1,0036	-0,220963	-0,3256	-0,404617	-0,6134	-0,4373	0,427948	-0,9311	-1,1957
2010	-0,917555	-1,061	-0,258794	-0,20491	-0,487177	-0,7154	-0,4467	0,4488375	-0,7747	-1,1466
2011	-0,920549	-1,1454	-0,056759	-0,40082	-0,416938	-0,6281	-0,4911	0,422816	-0,843	-1,1192
2012	-0,988456	-1,2613	-0,05972	-0,43676	-0,471616	-0,7826	-0,5684	0,4179208	-0,9511	-1,2113
2013	-1,042657	-1,2053	-0,06704	-0,37111	-0,607396	-0,8336	-0,6035	0,4419724	-0,9058	-1,1539
2014	-1,085041	-1,164	-0,036885	-0,26568	-0,751134	-0,9275	-0,6723	0,4380095	-0,9407	-1,1788
2015	-1,071056	-1,1589	-0,086958	-0,19771	-0,751931	-0,8334	-0,7736	0,6070599	-0,877	-1,1829

Sources: World governance indicators «WDI